

La Banque Scotia affiche de solides résultats

Chiffres clés du troisième trimestre par rapport à la même période il y a un an :

- Bénéfice par action (dilué) de 0,77 \$ par rapport à 0,71 \$, une augmentation de 8,5 %
- Rendement des capitaux propres de 19,9 % contre 19,4 %
- Coefficient du capital de catégorie 1 de 11,1 % contre 11,3 %
- Ratio de productivité de 56,4 %, une amélioration par rapport à 58,1 %

Toronto, le 30 août 2005 – La Banque Scotia a enregistré un bénéfice par action (dilué) de 0,77 \$ au troisième trimestre 2005 par rapport à 0,71 \$ à la même période l'an dernier, une hausse de 8,5 %. Le revenu net s'est établi à 784 millions de dollars au troisième trimestre, ce qui représente une amélioration de 7 % par rapport à l'exercice précédent.

«Les résultats du présent trimestre reflètent les solides gains enregistrés dans nos trois plate-formes de croissance – Réseau canadien, Scotia Capitaux et Opérations internationales – et témoignent du succès de notre stratégie de diversification géographique dans l'ensemble de nos secteurs d'activité», a dit Rick Waugh, président du conseil et chef de la direction.

«Dans le Réseau canadien, la croissance du crédit aux particuliers se poursuit, notamment le crédit hypothécaire et les revenus de service découlant de l'augmentation des activités de la clientèle, ce qui nous permet d'enregistrer des gains malgré des marges réduites dans le contexte actuel des faibles taux d'intérêt.»

«Les Opérations internationales sont un moteur de croissance unique pour la Banque Scotia, grâce notamment à la vigueur des résultats

affichés par Scotiabank Inverlat, vigueur qui découle des gains considérables dans les secteurs du crédit hypothécaire et des cartes de crédit, et au maintien de solides résultats dans l'ensemble des Antilles.»

«Les résultats de Scotia Capitaux ont bénéficié d'une qualité de crédit favorable jumelée à la solidité des revenus liés aux marchés des capitaux.»

«La position du capital de la Banque est demeurée ferme, nous fournissant l'occasion de nous intéresser à un large éventail d'options de croissance et de continuer d'accroître le rendement aux actionnaires.»

Pour la période de neuf mois terminée le 31 juillet 2005, le revenu net s'est établi à un niveau record de 2 398 millions de dollars, comparé à 2 203 millions de dollars pour la même période l'an dernier, soit une hausse de 9 %. Le bénéfice par action (dilué) a atteint 2,35 \$ par rapport à 2,13 \$, en hausse de 10 %, et le rendement des capitaux propres a été de 21,0 % contre 20,2 %.

«Compte tenu de nos résultats positifs ce trimestre, nous nous attendons à ce que nos résultats se situent à la limite supérieure des objectifs de rendement clés que nous nous sommes fixés cette année», a dit M. Waugh.

Résultats cumulatifs par rapport aux objectifs pour 2005

1. OBJECTIF : Générer une croissance du bénéfice par action (dilué) de 5 à 10 % par an. La croissance d'une année sur l'autre a été de 10 %.
2. OBJECTIF : Afficher un rendement des capitaux propres (RCP) entre 17 et 20 %. Pour les neuf mois écoulés, la Banque Scotia a obtenu un RCP de 21,0 %.
3. OBJECTIF : Maintenir de solides coefficients de capital. À 11,1 %, le coefficient du capital de catégorie 1 demeure parmi les plus élevés des banques canadiennes et il est solide selon les normes internationales.
4. OBJECTIF : Maintenir un ratio de productivité inférieur à 58 %. La performance de la Banque a été de 55,9 %.

(Non vérifié)	Aux dates indiquées et pour les trimestres terminés à ces dates			Pour les périodes de neuf mois terminées les	
	31 juillet 2005	30 avril 2005	31 juillet 2004	31 juillet 2005	31 juillet 2004
Résultats d'exploitation (en millions de dollars)					
Revenu d'intérêts net ¹⁾ (BMEF ²⁾)	1 561	1 552	1 497	4 616	4 514
Revenu total ¹⁾ (BMEF ²⁾)	2 689	2 688	2 532	7 991	7 838
Provision pour créances irrécouvrables	85	35	50	194	350
Frais autres que d'intérêts	1 517	1 490	1 472	4 464	4 401
Provision pour impôts sur le revenu ¹⁾ (BMEF ²⁾)	286	320	262	884	822
Revenu net ¹⁾	784	826	731	2 398	2 203
Revenu net revenant aux porteurs d'actions ordinaires	775	822	727	2 381	2 191
Rendement de l'exploitation					
Bénéfice de base par action(en dollars)	0,78	0,82	0,72	2,38	2,17
Bénéfice dilué par action(en dollars)	0,77	0,81	0,71	2,35	2,13
Rendement des capitaux propres (en pourcentage)	19,9	22,3	19,4	21,0	20,2
Ratio de productivité ³⁾ (en pourcentage) (BMEF ²⁾)	56,4	55,4	58,1	55,9	56,1
Marge nette sur intérêts sur le total de l'actif moyen ¹⁾ (en pourcentage) (BMEF ²⁾)	1,97	2,07	2,09	2,01	2,12
Données du bilan (en millions de dollars)					
Liquidités et valeurs mobilières	95 911	93 439	85 030		
Prêts et acceptations	199 530	192 776	182 248		
Total de l'actif	317 533	309 090	286 890		
Dépôts	220 009	214 782	201 133		
Actions privilégiées ¹⁾	600	600	300		
Avoir des porteurs d'actions ordinaires	15 603	15 344	14 981		
Biens sous administration	166 717	162 962	162 121		
Biens sous gestion	23 975	23 354	21 151		
Mesures du capital					
Coefficient du capital de catégorie 1 (en pourcentage)	11,1	11,4	11,3		
Coefficient du capital total (en pourcentage)	13,1	13,4	13,7		
Coefficient du capital-actions corporel ordinaire à l'actif rajusté en fonction du risque ³⁾ (en pourcentage)	9,3	9,5	9,5		
Actif pondéré en fonction du risque (en millions de dollars)	163 798	160 057	155 516		
Qualité du crédit					
Montant net des prêts douteux ⁴⁾ (en millions de dollars)	573	666	1 198		
Provision générale pour créances irrécouvrables (en millions de dollars)	1 375	1 375	1 425		
Montant net des prêts douteux en pourcentage des prêts et acceptations ⁴⁾	0,29	0,35	0,66		
Provision spécifique pour créances irrécouvrables en pourcentage de l'encours moyen des prêts et acceptations (sur une année)	0,17	0,07	0,22	0,14	0,30
Données sur les actions ordinaires					
Par action(en dollars)					
Haut	42,64	41,37	36,88	42,64	37,45
Bas	39,19	38,63	32,90	36,41	31,08
Clôture	41,75	39,99	36,60		
Actions en circulation(en millions)					
Moyenne (de base)	995	996	1 008	999	1 010
Moyenne (diluée)	1 009	1 011	1 024	1 014	1 026
Fin de la période	995	994	1 008		
Dividendes par action(en dollars)	0,34	0,32	0,30	0,98	0,80
Rendement des actions (en pourcentage)	3,3	3,2	3,4	3,3	3,1
Ratio de distribution ⁵⁾ (en pourcentage)	43,7	38,7	41,6	41,1	36,9
Capitalisation boursière (en millions de dollars)	41 547	39 734	36 899		
Valeur comptable par action ordinaire(en dollars)	15,68	15,44	14,86		
Ratio de la valeur marchande à la valeur comptable	2,7	2,6	2,5		
Ratio cours-bénéfice (quatre derniers trimestres)	13,6	13,2	13,0		
Autres données					
Employés	46 269	44 094	44 253		
Succursales et bureaux	1 944	1 871	1 865		

Certains chiffres présentés à titre de comparaison dans ce rapport trimestriel ont été reclassés pour correspondre à la présentation de la période en cours.

- 1) Les montants ont été retraités rétroactivement conformément à la nouvelle prise de position comptable relative au passif et capitaux propres (voir la note 1 à la page 19).
- 2) Pour le rajustement de la mesure PCGR en base de mise en équivalence fiscale (BMEF), se reporter aux notes 2 et 3 de la page 12.
- 3) Représente l'avoir des porteurs d'actions ordinaires et la part des actionnaires sans contrôle dans des filiales moins l'écart d'acquisition et les autres actifs incorporels, en pourcentage des actifs à risques pondérés.
- 4) Le montant net des prêts douteux correspond au montant des prêts douteux moins la provision spécifique pour créances irrécouvrables.
- 5) Représente le dividende sur actions ordinaires pour la période en pourcentage du revenu net revenant aux porteurs d'actions ordinaires pour la période.

Stratégies de réussite

Nous comptons sur nos trois solides secteurs d'activité, la très grande force de notre capital et une formidable équipe ayant pour mission d'aider les clients à améliorer leur situation financière. Compte tenu du rendement affiché par la Banque au cours des neuf premiers mois de l'exercice, nous nous attendons à ce que nos résultats se situent à la limite supérieure des objectifs clés que nous nous sommes fixés pour 2005. Le succès obtenu jusqu'à présent cette année contribue à l'atteinte de notre objectif à long terme, qui est de devenir la meilleure entreprise canadienne de services financiers à l'échelle internationale.

Bâtir notre clientèle

Dans l'ensemble du Groupe Banque Scotia, nous allons bâtir notre clientèle en entretenant des relations plus étroites et plus rentables avec nos clients actuels et en attirant de nouveaux clients. Une de nos grandes priorités consistera à conserver la position de leader que nous occupons dans bon nombre de nos principaux marchés au chapitre de la satisfaction de la clientèle.

Au Canada, nous axerons nos efforts sur les clients actuels à potentiel élevé et favoriserons les mises en contact pertinentes avec nos partenaires du Groupe Banque Scotia. Nous entendons tirer avantage de notre réseau de succursales, des canaux indirects et de divers programmes de marketing dynamiques pour grossir notre clientèle. À l'échelle internationale, nous offrirons encore une vaste gamme de produits et services, tels que les prêts hypothécaires et prêts automobiles au Mexique et l'assurance et la gestion de patrimoine dans les Antilles. Par l'entremise de Scotia Capitaux, nous allons raffermir nos relations avec la clientèle de base grâce à l'intensification des ventes parallèles de produits et services.

Miser sur nos lignes de force

Dans tous les secteurs du Groupe Banque Scotia, nous allons miser sur nos lignes de force et nos domaines de spécialisation afin d'accroître notre efficacité. Nous adapterons nos recettes gagnantes mises au point au Canada à la démographie et aux marchés locaux et les planterons à l'échelle internationale – comme nous le faisons avec le programme Vente et service et Services partagés dans les Antilles, en Amérique centrale et en Amérique latine. Ce modèle nous permettra de focaliser plus efficacement nos ressources et de consacrer beaucoup plus de temps à la vente et au service à la clientèle en succursale.

Par ailleurs, nous veillons à maximaliser le potentiel de Scotia Capitaux au Canada et aux États-Unis de même que celui de Scotiabank Inverlat au Mexique.

Optimaliser notre utilisation du capital

Enfin, nous entendons optimaliser l'utilisation de notre très important capital de base, c'est-à-dire le répartir de façon à soutenir notre croissance interne et à faire des acquisitions.

Outre la mise en place, au cours du trimestre, de programmes axés sur la technologie et l'élargissement de la clientèle, nous avons conclu l'acquisition de Waterous & Co., une société-conseil de Calgary réputée à l'échelle mondiale en matière d'acquisition et de cession d'actifs dans le secteur pétrolier et gazier, ainsi que l'acquisition d'un petit monteur de prêts hypothécaires à Puerto Rico. Nous avons également mené à terme l'achat, annoncé antérieurement, de Banco de Comercio au Salvador.

Nous cherchons constamment à renforcer nos secteurs d'activité à l'échelle mondiale au moyen d'acquisitions disciplinées, particulièrement au Mexique, dans les Antilles, en Amérique centrale et en Asie. Nous continuerons également à explorer toutes les occasions d'affaires qui se présentent au sein du Réseau canadien et de Scotia Capitaux.

Tout en menant ces stratégies, nous continuerons à mettre l'accent sur les gens, soit nos employés, les collectivités dans lesquelles nous faisons affaire, nos actionnaires et nos clients. Nous nous sommes engagés à devenir un chef de file en matière de responsabilité sociale des entreprises, ce qui englobe notamment la façon dont nous agissons avec nos partenaires pour assumer nos responsabilités sociales, économiques, environnementales et déontologiques.

Nous sommes convaincus que nous avons les stratégies et les personnes voulues pour perpétuer notre longue tradition de succès. Nous espérons obtenir de nouveau en 2005 des résultats records qui profiteront à tous nos principaux partenaires.

Rick Waugh

Président et chef de la direction

Réseau canadien

- La forte croissance du crédit aux particuliers se poursuit. Au cours du trimestre, nous avons franchi le seuil important du million de comptes Ligne de crédit Scotia. De plus, les soldes de prêts dans le cadre de notre produit vedette Crédit intégré Scotia ont dépassé 50 milliards de dollars. Ce programme procure à nos clients une grande souplesse en leur permettant d'emprunter jusqu'à 90 % de la valeur de leur maison et d'utiliser divers produits de crédit renouvelable pour répondre à leurs besoins de crédit.
- Afin de mieux répondre aux besoins de placement de nos clients, nous avons lancé, en juin, les Fonds *Scotia Vision^{MC}*. Au nombre de huit, ces fonds de fonds évolutifs reposent sur une stratégie de répartition de l'actif qui devient plus prudente avec le temps, cela afin de mieux satisfaire aux besoins de clients ayant des objectifs et des horizons définis. Nous avons également lancé le Fonds Scotia de revenu mensuel diversifié. Ce fonds équilibré de croissance moyenne est conçu pour procurer un revenu mensuel régulier et une plus-value du capital.
- L'actif total de Placement direct ScotiaMcLeod a augmenté de 1,2 milliard de dollars, ou de 17 %, depuis le début de l'exercice. La part de marché des actifs s'est accrue pour un onzième trimestre consécutif.
- En plus d'être renommée dans l'industrie pour la satisfaction de sa clientèle des services aux particuliers, la Banque Scotia a été classée meilleure banque en matière de financement des stocks de concessionnaires automobiles, selon un sondage mené en 2005 par une société d'étude de marché indépendante. La Banque a également été classée première pour ce qui est des opérations de crédit-bail en gros et de gestion des comptes de concessionnaires automobiles.

Opérations internationales

- Au cours du trimestre, nous avons conclu l'acquisition de Banco de Comercio et complété sa fusion avec nos activités actuelles au Salvador. La banque issue de cette fusion, Scotiabank El Salvador, a été lancée au début de mai en même temps que le changement de nom des succursales, des bureaux et des GAB du pays.
- Les cartes de crédit sont un élément important de notre stratégie auprès des particuliers. Pour maintenir la croissance de cette clientèle, au Mexique, Scotiabank Inverlat a renouvelé son entente avec Fiesta, principal programme de fidélité du pays, avec lequel nous émettons la carte de crédit comarquée *Fiesta Rewards Scotiabank Inverlat*.
- Scotiabank Puerto Rico a entrepris des pourparlers en vue de l'acquisition des actifs, du personnel et des activités de la Pan American Financial. Active dans l'industrie hypothécaire portoricaine depuis 1997, la Pan American est un des principaux monteurs de prêts de la Federal Housing Association dans le territoire.

Scotia Capitaux

- Nous avons conclu l'acquisition de Waterous & Co., société-conseil renommée en matière d'acquisition et de cession d'actifs dans le secteur du pétrole et du gaz. Dernièrement, Scotia Waterous a conseillé Unocal Corporation à l'égard de la vente en cours de négociation de sa filiale Northrock Resources Ltd. au prix de 1,8 milliard de dollars US.
- Dans le cadre de l'acquisition des cinémas Famous Players par Cineplex Galaxy LP, Scotia Capitaux a agi à titre de co-chef de file et d'agent administratif pour l'octroi d'un crédit bancaire de 425 millions de dollars, et a servi de cosyndicataire principal dans l'émission connexe de 215 millions de dollars de reçus de souscription et de débentures subordonnées convertibles. Nos services ont également été retenus à titre de conseiller principal des opérations de couverture pour le programme de gestion du risque de taux d'intérêt de la société et de conseiller spécialisé dans le désinvestissement de salles de cinéma sélectionnées.
- Scotia Capitaux a servi de conseiller financier auprès du Grupo Comercial Chedraui dans son achat de 30 magasins de détail de la société française Groupe Carrefour, deuxième détaillant au monde. La transaction, une des plus grandes réalisées au Mexique dans la dernière année, met en lumière la capacité de Scotia Capitaux d'exploiter ses compétences dans les activités bancaires de gros à l'échelle de la région couverte par l'ALENA.

Employés et ressources humaines

- Dans le cadre de l'expansion à l'échelle internationale du programme d'actionnariat des employés de la Banque Scotia, nous avons lancé le Programme international d'actionnariat des employés (PACTE international) auprès de nos 320 employés de la Barbade. Depuis le 26 août, ces employés peuvent participer à ce programme, dans lequel la Banque Scotia verse 50 cents pour chaque dollar de contribution de l'employé affecté à l'achat d'actions de la Banque Scotia (à concurrence d'un certain pourcentage). La Barbade est le 19^e pays à adhérer au PACTE international.

Engagement dans la collectivité

- La Banque Scotia a été commanditaire principale de la 4^e Conférence annuelle mondiale sur le cancer du sein, tenue à Halifax (N.-É.) en juin. La conférence a attiré 650 personnes déléguées de plus de 60 pays, qui ont partagé leurs connaissances sur le sujet. En outre, employés et clients de la Banque ont rassemblé plus de 150 000 \$ pour permettre à des femmes ayant survécu à cette maladie de participer à la conférence. La Banque a versé une somme additionnelle de 90 000 \$ dans le cadre d'un programme de don jumelé.

Résultats financiers et situation financière du Groupe

La Banque a continué d'afficher de solides résultats. Le revenu net au troisième trimestre s'inscrit à 784 millions de dollars, soit une croissance de 7 % par rapport au même trimestre l'an dernier, ou de 13 % si l'on exclut l'effet de la conversion des devises, des gains ayant été enregistrés dans la plupart des secteurs d'activité.

Les résultats du troisième trimestre ont diminué de 5 % comparativement à la performance record du trimestre précédent. Des provisions pour créances irrécouvrables plus élevées en raison des moins nombreuses reprises sur provisions effectuées ce trimestre par Scotia Capitaux, ont contribué à cette baisse. De plus, le revenu net tiré des valeurs détenues aux fins de placement a régressé, notamment parce que les résultats du deuxième trimestre comportaient un gain sur la vente d'une partie de l'investissement de la Banque dans la Shinsei Bank au Japon. Compte non tenu des gains réalisés sur les valeurs mobilières ce trimestre, l'excédent de la valeur marchande sur la valeur comptable des valeurs détenues aux fins de placement de la Banque a augmenté de 96 millions de dollars pour s'inscrire à 1 084 millions de dollars pour le trimestre. L'effet de la conversion des devises sur la comparaison des résultats d'un trimestre sur l'autre a été minime.

Le revenu net pour les neuf premiers mois de l'exercice s'est établi à 2 398 millions de dollars, en hausse de 9 % par rapport à la même période l'an dernier et de 14 % si l'on exclut l'effet de la conversion des devises. Cette progression s'explique par les bons résultats des principaux secteurs d'activité, y compris la réduction des provisions pour créances irrécouvrables.

Revenu total (base de mise en équivalence fiscale)

Le revenu total du troisième trimestre s'est élevé à 2 689 millions de dollars, une augmentation de 157 millions de dollars, ou de 6 %, comparativement au même trimestre l'an passé. Cette croissance est principalement attribuable à un revenu d'intérêts net plus élevé et à des revenus plus substantiels tirés du courtage de détail et des marchés financiers.

Le revenu total est relativement comparable à celui du trimestre précédent, car l'augmentation des revenus tirés des cartes de crédit et des services de paiement et de dépôt a été contrebalancée par une réduction des gains nets sur les opérations de courtage au détail et les valeurs détenues aux fins de placement. Si les gains nets sur ces valeurs mobilières ont régressé, c'est en raison du gain réalisé au trimestre dernier sur la vente d'un investissement dans la Shinsei Bank.

Le revenu de 7 991 millions de dollars réalisé depuis le début de l'exercice est en hausse de 2 % par rapport au revenu de 7 838 millions de dollars pour la même période l'an passé, étant donné que la progression du revenu d'intérêts net et des revenus tirés des activités de négociation a été partiellement contrebalancée par des gains nets moins élevés sur les valeurs détenues aux fins de placement et par l'effet négatif de la conversion des devises.

Revenu d'intérêts net (base de mise en équivalence fiscale)

Le revenu d'intérêts net s'est établi à 1 561 millions de dollars ce trimestre, soit une hausse de 4 % par rapport au même trimestre l'an dernier, laquelle est essentiellement attribuable à une bonne croissance du volume des prêts aux particuliers du Réseau canadien et des Opérations internationales. Comparativement au deuxième trimestre, le revenu d'intérêts net a augmenté de 9 millions de dollars en raison de l'effet favorable des trois jours de plus que comptait ce trimestre et de la croissance de l'actif, effet annulé dans une certaine mesure par un revenu de dividendes moins élevé.

Le revenu d'intérêts net en monnaie canadienne a connu une hausse de 49 millions de dollars par rapport au même trimestre de l'exercice précédent, principalement en raison de la croissance des portefeuilles de prêts aux particuliers. Les effets d'une compression des marges découlant principalement de la faiblesse prolongée des taux d'intérêt et de la demande soutenue de la clientèle pour des prêts hypothécaires à taux variable peu élevé, sont venus partiellement contrebalancer cette croissance. Comparativement au trimestre dernier, le revenu d'intérêts net en monnaie canadienne a augmenté de 1 %, l'effet favorable des trois jours de plus que comptait ce trimestre ayant été un peu atténué par un revenu de dividendes moins élevé.

Quant au revenu d'intérêts net en devises, il a progressé de 15 millions de dollars, ou de 2 %, au troisième trimestre par rapport à la même période l'an passé. Une forte croissance du revenu d'intérêts net a été enregistrée par Scotiabank Inverlat au Mexique et notre réseau dans les Antilles, bien que l'effet négatif de la conversion des devises ait amoindri ce résultat. Si l'on compare avec le deuxième trimestre, le revenu d'intérêts net en devises a augmenté de 1 %, étant donné que les gains tirés des services aux particuliers par les Opérations internationales ont été principalement contrebalancés par un revenu de dividendes moins élevé.

Depuis le début de l'exercice, le revenu d'intérêts net total a été porté à 4 616 millions de dollars, en hausse de 102 millions de dollars par rapport à la même période de l'exercice précédent. Une forte croissance des prêts aux particuliers et des revenus tirés des valeurs mobilières a contribué à ce résultat, malgré l'incidence négative du rétrécissement des marges et de la conversion des devises.

La marge totale sur intérêts est de 1,97 % ce trimestre, alors qu'elle s'établissait à 2,09 % pour la même période l'an passé et à 2,07 % au trimestre dernier. Des dividendes plus élevés avaient soutenu la marge du deuxième trimestre. Pour la période de neuf mois depuis le début de l'exercice, la marge sur intérêts s'est établie à 2,01 %, en baisse par rapport au résultat de 2,12 % pour la période comparable de l'an dernier, ce qui s'explique en partie par la progression des actifs à faible rendement.

Autres revenus

Les autres revenus ont augmenté de 9 % pour atteindre 1 128 millions de dollars ce trimestre, par rapport à un résultat de 1 035 millions de dollars pour la même période de l'exercice précédent. Cette progression résulte largement des revenus plus élevés tirés du courtage au détail et des marchés financiers en raison de l'activité accrue des clients. Parallèlement à ces gains importants, il y a eu une augmentation des commissions sur services de dépôt et cartes de crédit, en partie grâce à l'accroissement du volume des opérations des clients, principalement au Canada. Les gains nets sur les valeurs détenues aux fins de placement, y compris les gains de 47 millions de dollars réalisés sur des obligations de pays émergents, sont demeurés pratiquement inchangés par rapport à la période comparable de l'exercice précédent. Une régression des commissions tirées du crédit ainsi que l'effet négatif de la conversion de devises ont contribué à contrebalancer l'augmentation des autres revenus.

Les autres revenus ont fléchi de 8 millions de dollars par rapport au trimestre dernier, en raison surtout de gains nets moins élevés sur les valeurs détenues aux fins de placement et de la baisse saisonnière des revenus tirés du courtage au détail. L'effet de ce fléchissement a été atténué par l'augmentation des revenus tirés des marchés financiers, notamment à cause de l'activité accrue des clients relativement aux titres à revenu fixe

et aux produits dérivés, et par la hausse des commissions sur services de dépôt et cartes de crédit.

Pour les neuf premiers mois de l'exercice, les autres revenus se sont établis à 3 375 millions de dollars, soit une hausse de 51 millions de dollars principalement attribuable à une forte croissance d'un exercice sur l'autre des revenus tirés du courtage au détail, des services de dépôt et des marchés financiers. Cette croissance a été modérée par la régression des gains nets sur les valeurs détenues aux fins de placement comparativement aux excellents résultats de 2004, par la baisse des commissions tirées du crédit et par l'effet négatif de la conversion des devises. De plus, les revenus de titrisation depuis le début de l'exercice ont diminué en raison de la réduction de la titrisation afférente aux cartes de crédit et aux comptes Ligne de crédit Scotia et aussi des volumes moindres de nouvelles ventes de prêts au programme de titrisation d'Obligations hypothécaires du Canada.

Provision pour créances irrécouvrables

La provision pour créances irrécouvrables, entièrement constituée de provisions spécifiques, s'est établie à 85 millions de dollars ce trimestre, ce qui représente une hausse de 35 millions de dollars par rapport au même trimestre de l'exercice précédent et de 50 millions de dollars par rapport au trimestre précédent. L'augmentation par rapport au trimestre précédent s'explique par les importantes reprises sur provisions effectuées par Scotia Capitaux au deuxième trimestre. La provision générale pour créances irrécouvrables est restée stable ce trimestre, alors qu'au même trimestre de l'exercice précédent, elle avait diminué de 50 millions de dollars.

Les provisions spécifiques pour créances irrécouvrables ont totalisé 194 millions de dollars pour la période de neuf mois depuis le début de l'exercice, soit 206 millions de dollars, ou 52 %, de moins qu'à la même période de l'exercice précédent, principalement en raison de l'amélioration des conditions de crédit pour Scotia Capitaux. Pour une analyse détaillée du risque de crédit, voir ci-après.

Frais autres que d'intérêts et productivité

Les frais autres que d'intérêts ont totalisé 1 517 millions de dollars ce trimestre, soit 45 millions de dollars, ou 3 %, de plus qu'à la même période de l'exercice précédent, en partie parce que les frais de publicité et de promotion, les honoraires professionnels, les frais juridiques et les coûts liés aux systèmes informatiques ont été plus élevés. Cette hausse a toutefois été partiellement compensée par l'impact favorable de la conversion des devises. Les charges salariales ont été relativement comparables à celles du trimestre correspondant de l'exercice précédent, l'augmentation des salaires et avantages connexes ayant contrebalancé la baisse de la rémunération à base d'actions et de celle liée au rendement.

Les frais autres que d'intérêts ont augmenté de 27 millions de dollars, ou de 2 %, par rapport au trimestre précédent, hausse relativement faible attribuable à des augmentations dans divers postes de dépenses telles que la publicité et la promotion et les frais d'évaluation et d'acquisition liés au développement des prêts hypothécaires aux particuliers. Près de la moitié de l'augmentation des frais d'exploitation par rapport au trimestre précédent est imputable à la consolidation des filiales acquises au cours du trimestre. Comme ce trimestre comptait trois jours de plus, les salaires ont pesé davantage, mais la rémunération liée au rendement a en contrepartie représenté une charge moindre.

Depuis le début de l'exercice, les frais autres que d'intérêts ont totalisé 4 464 millions de dollars, soit 63 millions de dollars, ou 1 %, de plus qu'au même trimestre de l'exercice précédent. Cet accroissement vient de petites hausses dans divers postes de

dépenses dues à l'augmentation des volumes d'affaires, hausses qui ont été contrebalancées par l'impact favorable de la conversion des devises. La diminution de la rémunération à base d'actions et des charges liées aux avantages sociaux du personnel a fait plus que contrebalancer l'augmentation de la rémunération liée au rendement résultant de la hausse des revenus de négociation et de courtage au détail depuis le début de l'exercice.

Le ratio de productivité de la Banque, qui mesure l'efficacité avec laquelle les revenus sont générés, a été ramené à 56,4 %, ce qui représente une amélioration par rapport à 58,1 % pour le troisième trimestre de l'exercice 2004 et une légère hausse par rapport à 55,4 % pour le trimestre précédent. Le ratio de productivité mesuré depuis le début de l'exercice s'est établi à 55,9 %, comparativement à 56,1 % pour la même période l'an dernier, résultat des efforts soutenus de la Banque pour contenir ses dépenses.

Impôts et taxes

Le taux d'imposition réel a été de 20,3 % ce trimestre, comparativement à 20,6 % pour la même période de l'exercice précédent et à 21,2 % pour le trimestre précédent. Cette diminution d'un exercice sur l'autre est principalement attribuable à l'augmentation des revenus des filiales à l'étranger bénéficiant de conditions d'imposition relativement plus avantageuses. La variation par rapport au trimestre précédent s'explique par une réévaluation à la baisse au deuxième trimestre des actifs d'impôts futurs d'Inverlat afin de répercuter les réductions de taux d'imposition annoncées au Mexique. Le taux d'imposition réel pour la période de neuf mois terminée le 31 juillet 2005 a été de 20,5 %, contre 21,5 % pour la même période de l'exercice précédent, la raison principale étant que des taux d'imposition relativement moins élevés ont permis aux filiales à l'étranger de générer plus de revenus.

Gestion du risque

Les pratiques et politiques de la Banque en matière de gestion du risque n'ont pas changé par rapport à ce qui est énoncé dans les pages 54 à 63 du Rapport annuel 2004.

Risque lié au crédit

La provision pour créances irrécouvrables, entièrement constituée de provisions spécifiques, s'est établie à 85 millions de dollars au troisième trimestre. Les provisions spécifiques de ce trimestre sont plus modestes qu'au troisième trimestre de 2004, alors qu'elles représentaient 100 millions de dollars. Elles ont cependant été supérieures à ce qu'elles étaient au trimestre précédent, alors que d'importantes reprises sur provisions dans le portefeuille de Scotia Capitaux avaient contribué à ce qu'elles ne représentaient que 35 millions de dollars. La provision générale pour créances irrécouvrables est restée stable ce trimestre, alors qu'elle avait été réduite de 50 millions de dollars à la même période de l'exercice précédent.

La qualité de crédit des portefeuilles de prêts aux particuliers et aux entreprises du Réseau canadien est restée excellente, la provision totale pour créances irrécouvrables s'étant établie à 63 millions de dollars au troisième trimestre, soit un niveau quelque peu inférieur à celui du trimestre précédent et de la même période de 2004.

Les Opérations internationales ont vu leurs provisions pour créances irrécouvrables augmenter par rapport au même trimestre de l'exercice précédent, période où les nouvelles provisions avaient été minimales. Par rapport au deuxième trimestre de cet exercice, en revanche, on note une légère diminution.

Scotia Capitaux a obtenu de très bons résultats au troisième trimestre, puisque les provisions spécifiques n'ont représenté que 2 millions de dollars, soit 26 millions de dollars de moins qu'à la

même période de l'exercice précédent. Les provisions spécifiques se sont néanmoins inscrites en hausse par rapport au trimestre précédent, qui avait été caractérisé par des reprises sur provisions exceptionnellement élevées, surtout dans le portefeuille américain.

Le montant net des prêts douteux, déduction faite de la provision spécifique pour créances irrécouvrables, s'est établi à 573 millions de dollars, comparativement à 666 millions de dollars au trimestre précédent, et on note une nette amélioration par rapport aux 1 198 millions de dollars du troisième trimestre de l'exercice précédent. Après déduction de la provision générale pour créances irrécouvrables, le montant net des prêts douteux représente (802) millions de dollars.

La Banque continue de surveiller activement certains secteurs, notamment ceux qui sont sensibles aux augmentations des prix des produits pétroliers. Parmi les secteurs ayant récemment subi un contrecoup en Amérique du Nord, citons l'industrie automobile et le secteur des produits forestiers. En tout état de cause, on s'attend à ce que les provisions totales pour créances irrécouvrables s'établissent en 2005 à un niveau nettement inférieur à celui de l'exercice précédent. Selon la situation globale du crédit, une réduction de la provision générale pour créances irrécouvrables pourrait être envisagée.

Risque de marché

La valeur à risque (VAR) est une mesure clé du risque de marché lié aux activités de négociation de la Banque. Au troisième trimestre, la VAR moyenne sur un jour a diminué pour atteindre 7,7 millions de dollars comparativement à 10,2 millions de dollars pour le trimestre correspondant de l'exercice précédent, mais elle est légèrement plus élevée que celle du deuxième trimestre, qui était de 6,8 millions de dollars. Cette diminution d'une année sur l'autre résulte de l'exposition aux taux d'intérêt.

Moyenne pour les trimestres terminés les

Facteur de risque <i>(en millions de dollars)</i>	31 juillet 2005	30 avril 2005	31 juillet 2004
Taux d'intérêt	7,3 \$	5,4 \$	10,1 \$
Actions	3,1	4,2	3,4
Change	0,9	1,1	1,3
Produits de base	1,1	0,4	0,7
Diversification	(4,7)	(4,3)	(5,3)
VAR à l'échelle de la Banque	7,7 \$	6,8 \$	10,2 \$

Il y a eu une seule journée de pertes liées aux activités de négociation au cours du troisième trimestre, comparativement à trois journées au trimestre précédent. Ces pertes se sont situées dans les limites prévues par la méthode de la VAR.

Risque de liquidité

La Banque maintient un avoir considérable en actifs liquides pour soutenir ses activités. Elle peut vendre ou nantir ces actifs en vue d'honorier ses engagements. Au 31 juillet 2005, les actifs liquides s'élevaient à 84 milliards de dollars, soit 26 % du total de l'actif et une hausse de 3 milliards de dollars par rapport au trimestre précédent. Ces actifs se composaient de titres à hauteur de 74 % ainsi que d'espèces et de dépôts auprès de banques à hauteur de 26 %. Ces niveaux demeurent essentiellement inchangés par rapport au trimestre précédent.

Dans le cours de ses activités quotidiennes, la Banque nantit des titres et d'autres actifs afin de garantir des obligations, participer à des systèmes de compensation ou de règlement,

ou encore exercer des activités à l'étranger. Elle peut également vendre des titres en vertu d'ententes de rachat. Au 31 juillet 2005, l'actif total donné en nantissement ou vendu dans le cadre d'ententes de rachat s'établissait à 49 milliards de dollars (42 milliards de dollars au 30 avril 2005). L'augmentation d'un trimestre sur l'autre est principalement attribuable à des niveaux plus élevés d'ententes de rachat et à des garanties pour des activités d'emprunt et de prêt de titres.

Opérations entre apparentés

Les politiques et procédures de la Banque ayant trait aux opérations entre apparentés, décrites aux pages 67 et 108 du Rapport annuel 2004, sont demeurées les mêmes au cours du trimestre. Toutes les opérations avec des apparentés ont été effectuées aux conditions du marché.

Bilan

Au 31 juillet 2005, le total de l'actif de la Banque s'élevait à 318 milliards de dollars, une augmentation de 38 milliards de dollars ou de 14 % par rapport au 31 octobre 2004. La croissance de l'actif depuis le début de l'exercice a été de 32 milliards de dollars, exclusion faite de l'effet de la conversion des devises de 1 milliard de dollars et de la consolidation d'un programme canalisateur de fonds multicédants de 5 milliards de dollars à la suite de modifications apportées aux normes comptables canadiennes. Cette croissance sous-jacente a été répartie sur la majorité des catégories d'actif.

Les opérations de crédit aux particuliers au Canada ont affiché d'excellents résultats, menées par les prêts hypothécaires à l'habitation qui ont progressé de 5 milliards de dollars en excluant les titrisations. Parallèlement, les produits Ligne de crédit Scotia ont augmenté de 2 milliards de dollars, exclusion faite des titrisations, en raison du dynamisme des marchés de l'habitation et de la rénovation résidentielle. Les activités de crédit aux particuliers de la division Opérations internationales ont aussi dégagé de bons résultats, particulièrement au Mexique et dans les Antilles, avec une hausse de 1 milliard de dollars. Le crédit aux entreprises a fait un bond de 5 milliards de dollars, avec des gains à l'étranger, notamment au Mexique et dans les Antilles, ainsi qu'une croissance du crédit aux entreprises au Canada.

Les valeurs mobilières ont augmenté de 10 milliards de dollars depuis le 31 octobre 2004, en excluant l'effet de la conversion des devises et de la consolidation de programmes canalisateurs de fonds multicédants de papier commercial. Les valeurs détenues aux fins de négociation se sont appréciées de 7 milliards de dollars, surtout dans Scotia Capitaux, où celles-ci sont utilisées pour couvrir le risque de marché lié aux activités de négociation avec les clients. Les valeurs détenues aux fins de placement se sont également appréciées de 3 milliards de dollars.

Au 31 juillet 2005, l'excédent de la valeur marchande sur la valeur comptable des valeurs détenues aux fins de placement de la Banque se chiffrait à 1 084 millions de dollars, une hausse de 96 millions de dollars par rapport au trimestre précédent, nonobstant des gains importants réalisés sur des valeurs mobilières durant ce trimestre. La majeure partie de l'augmentation de ce trimestre résulte d'améliorations marquées du portefeuille d'actions.

Au 31 juillet 2005, le passif total de la Banque s'élevait à 301 milliards de dollars, une hausse de 37 milliards de dollars par rapport au 31 octobre 2004. En excluant l'effet de la conversion des devises de 1 milliard de dollars et l'effet de 5 milliards de dollars provenant de la consolidation d'un

programme canalisateur de fonds multicédants (inclus dans les autres engagements), la croissance sous-jacente a été de 31 milliards de dollars. Les dépôts de particuliers ont augmenté de 4 milliards de dollars et cette augmentation résulte largement de la forte croissance de 2 milliards de dollars des dépôts à terme au Canada et des gains de 1 milliard de dollars dans les Antilles et au Mexique. Par ailleurs, les dépôts des entreprises et des administrations publiques plus élevés de 17 milliards de dollars ont principalement contribué à la croissance de l'actif.

Gestion du capital

La situation du capital de la Banque demeure très solide. Au 31 juillet 2005, le coefficient du capital de catégorie 1 s'établissait à 11,1 %, comparativement à 11,3 % il y a un an et à 11,4 % au deuxième trimestre. Ces baisses sont attribuables principalement aux écarts d'acquisition et autres actifs incorporels liés aux acquisitions au cours du trimestre.

Le coefficient du capital-actions corporel ordinaire, qui représente le capital-actions ordinaire moins les écarts d'acquisition et autres actifs incorporels en pourcentage de l'actif pondéré en fonction du risque, est demeuré le meilleur parmi les principales banques canadiennes. Au 31 juillet 2005, ce coefficient était de 9,3 %, par rapport à 9,5 % au troisième trimestre de l'exercice précédent et à 9,5 % au 30 avril 2005.

Instruments financiers

Les instruments financiers constituent un élément important du bilan de la Banque et font partie intégrante des activités de cette dernière. Différentes mesures reflètent le niveau de risque associé au portefeuille d'instruments financiers de la Banque. Certaines de ces mesures sont exposées plus en détail dans la section précédente intitulée «Gestion du risque».

Aucune modification n'a été apportée à la méthode de calcul de la juste valeur des instruments financiers depuis le 31 octobre 2004. Il n'y a pas eu de variations importantes de la juste valeur des instruments financiers qui aient été causées par des facteurs autres que ceux qui sont liés aux conditions normales de l'économie, de l'industrie et du marché.

Au 31 juillet 2005, le total des montants notionnels de dérivés s'établissait à 923 milliards de dollars, comparativement à 1 023 milliards de dollars à la fin du trimestre précédent. De même, le pourcentage de dérivés détenus à des fins de négociation et de dérivés détenus à des fins autres que la négociation ou à des fins de gestion de l'actif et du passif est demeuré généralement inchangé.

Arrangements hors bilan

Dans le cours normal de ses activités, la Banque conclut des arrangements contractuels qui ne sont pas consolidés dans ses états financiers. Ces arrangements appartiennent à trois grandes catégories : les entités à détenteurs de droits variables (EDDV), les garanties et engagements de prêts ainsi que les opérations de titrisation. La Banque n'a aucune obligation contractuelle importante qui se situerait en dehors du cours normal de ses activités.

Aucun nouvel arrangement important n'a été conclu avec des EDDV durant le trimestre. Les garanties et engagements de prêts ont peu changé depuis le deuxième trimestre. Les commissions tirées des garanties et engagements de prêts, inscrites dans les autres revenus, se sont établies à 56 millions de dollars pour le trimestre terminé le 31 juillet 2005, comparativement à 67 millions de dollars pour la même période de l'exercice précédent.

La Banque continue de titriser des prêts hypothécaires à l'habitation, car il s'agit là d'un moyen rentable de financer la croissance de l'actif. Au cours du trimestre, la Banque a titrisé une somme additionnelle de 450 millions de dollars en prêts hypothécaires à l'habitation, ce qui a porté l'encours des prêts hypothécaires titrisés à 7 869 millions de dollars au 31 juillet 2005.

Dividende par action ordinaire

À l'occasion de sa réunion tenue le 30 août 2005, le conseil d'administration a approuvé le versement d'un dividende trimestriel de 34 cents par action ordinaire aux actionnaires inscrits au 4 octobre 2005. La date de paiement de ce dividende est le 27 octobre 2005.

Perspectives

L'économie mondiale affiche une croissance solide, bien que la hausse des prix de l'énergie et l'intensification de la concurrence à l'échelle mondiale aient fait en sorte que les principales régions économiques ont connu des résultats inégaux. Par conséquent, la croissance économique générale pourrait ralentir au cours des mois à venir; au Canada, la croissance risque d'être freinée si la faiblesse du dollar américain par rapport aux principales devises entraîne l'affermissement du dollar canadien.

Compte tenu de la performance record enregistrée par la Banque au cours des neuf premiers mois de l'exercice, nous nous attendons à ce que nos résultats pour l'exercice 2005 se situent à la limite supérieure de nos objectifs de rendement clés.

Conventions comptables et estimations

Les états financiers consolidés intermédiaires ont été dressés conformément aux principes comptables généralement reconnus du Canada («PCGR»). Il est recommandé de se reporter à la note 1 des états financiers consolidés annuels de 2004 pour obtenir de plus amples renseignements sur les importants principes comptables utilisés pour la préparation de ces états financiers.

Aucun changement n'a été apporté aux importantes conventions comptables utilisées par la Banque pour ce trimestre à l'exception de ceux décrits à la note 1 des états financiers consolidés intermédiaires. Certains chiffres correspondants ont été retraités par suite de ces changements.

Les détails concernant d'importants changements à venir de conventions comptables et leurs effets sur la Banque sont présentés à la note 2 des états financiers consolidés intermédiaires.

Les principales hypothèses et les bases sur lesquelles reposent les estimations faites par la direction conformément aux PCGR de même que leur incidence sur les chiffres présentés dans les états financiers consolidés intermédiaires et les notes y afférentes demeurent essentiellement les mêmes que celles décrites dans le Rapport annuel 2004.

Données par secteur d'activité

Réseau canadien

(Non vérifié) (en millions de dollars) (base de mise en équivalence fiscale) ¹⁾	Pour les trimestres terminés les			Pour les périodes de neuf mois terminées les	
	31 juillet 2005	30 avril 2005	31 juillet 2004	31 juillet 2005	31 juillet 2004
Revenu du secteur d'activité					
Revenu d'intérêts net	905 \$	852 \$	877 \$	2 647 \$	2 633 \$
Provision pour créances irrécouvrables	63	66	70	205	243
Autres revenus	453	445	414	1 345	1 255
Frais autres que d'intérêts	825	817	805	2 426	2 372
Provision pour impôts sur le revenu	149	134	133	430	413
Revenu net	321 \$	280 \$	283 \$	931 \$	860 \$
Dividendes versés sur les actions privilégiées	2	1	1	4	3
Revenu net revenant aux porteurs d'actions ordinaires²⁾	319 \$	279 \$	282 \$	927 \$	857 \$
Autres données					
Rendement des capitaux propres ³⁾	31,2 %	28,9 %	31,4 %	31,4 %	32,1 %
Actif moyen (en milliards de dollars)	124 \$	121 \$	113 \$	122 \$	110 \$

1) Voir la note 2 à la page 12.

2) Voir la note 4 à la page 12.

3) Voir la note 1 du tableau Total à la page 13.

Le Réseau canadien, qui englobe Gestion de patrimoine, a déclaré un revenu net revenant aux porteurs d'actions ordinaires de 319 millions de dollars au troisième trimestre, ce qui représente 41 % du revenu net total de la Banque revenant aux porteurs d'actions ordinaires. Les résultats du Réseau canadien ont augmenté de 37 millions de dollars ou de 13 % par rapport au troisième trimestre de 2004, et ont progressé de 40 millions de dollars ou de 14 % d'un trimestre sur l'autre. À 31,2 %, le rendement des capitaux propres est demeuré solide.

Le revenu d'intérêts net a enregistré une hausse de 28 millions de dollars ou de 3 % par rapport au même trimestre l'an dernier, alors que la plupart des produits de crédit aux particuliers connaissaient une forte croissance, notamment le crédit hypothécaire à l'habitation, le crédit renouvelable, de même que les dépôts des particuliers et les comptes courants. Cependant, cette croissance a été en partie annulée par les effets d'un rétrécissement de la marge en raison principalement du niveau continuellement faible des taux d'intérêt et des préférences des consommateurs qui se sont tournés vers les prêts hypothécaires à taux variables plus bas. D'un trimestre sur l'autre, le revenu d'intérêts net a augmenté de 6 %, ce qui s'explique en partie par les trois jours de plus que comptait le trimestre.

Au troisième trimestre, les autres revenus se sont établis à 453 millions de dollars, soit une hausse de 39 millions de dollars ou de 9 % comparativement à la même période l'an dernier, toutes les divisions ayant amélioré leurs résultats. Le volume plus élevé des opérations de courtage de plein exercice et une augmentation des

frais de service et des revenus générés par les cartes ont contribué à cette croissance. D'un trimestre sur l'autre, les autres revenus ont crû de 2 %.

Avec une provision spécifique pour créances irrécouvrables de 63 millions de dollars ce trimestre, la qualité du crédit s'est maintenue à un très bon niveau. Il s'agit d'une amélioration de 7 millions de dollars par rapport à l'an dernier, laquelle est largement attribuable à des provisions moins élevées à l'égard du portefeuille des prêts commerciaux, et d'une baisse de 3 millions de dollars par rapport au trimestre précédent.

Par rapport au même trimestre l'an dernier, les frais autres que d'intérêts affichent une augmentation de 2 %, laquelle est attribuable à la croissance de la rémunération liée au rendement correspondant aux revenus de courtage plus élevés, à l'augmentation normale des salaires et à une hausse des charges de retraite et des coûts liés aux avantages sociaux. Cette hausse a été partiellement annulée par une réduction des coûts d'acquisition des prêts hypothécaires et de légères baisses dans plusieurs autres catégories de frais. D'un trimestre sur l'autre, les frais ont augmenté de 1 %, en raison principalement de la croissance de la rémunération à base d'actions, de l'effet des trois jours supplémentaires que comptait le trimestre et de l'augmentation des coûts d'acquisition des prêts hypothécaires coïncidant avec la croissance du volume de ces prêts. Cette hausse a été partiellement atténuée par des charges sociales et des coûts de publicité moins élevés.

Scotia Capitaux

(Non vérifié) (en millions de dollars) (base de mise en équivalence fiscale) ¹⁾	31 juillet 2005	Pour les trimestres terminés les		Pour les périodes de neuf mois terminées les	
		30 avril 2005	31 juillet 2004	31 juillet 2005	31 juillet 2004
Revenu du secteur d'activité					
Revenu d'intérêts net	202 \$	230 \$	220 \$	648 \$	708 \$
Provision pour créances irrécouvrables	2	(57)	28	(64)	131
Autres revenus	316	329	309	982	969
Frais autres que d'intérêts	214	256	249	731	758
Provision pour impôts sur le revenu	100	120	62	273	203
Revenu net	202 \$	240 \$	190 \$	690 \$	585 \$
Dividendes versés sur les actions privilégiées	2	1	1	4	3
Revenu net revenant aux porteurs d'actions ordinaires²⁾	200 \$	239 \$	189 \$	686 \$	582 \$
Autres données					
Rendement des capitaux propres ³⁾	24,7 %	31,1 %	19,3 %	28,8 %	18,8 %
Actif moyen (en milliards de dollars)	114 \$	113 \$	108 \$	112 \$	111 \$

1) Voir la note 2 à la page 12.

2) Voir la note 4 à la page 12.

3) Voir la note 1 du tableau Total à la page 13.

Scotia Capitaux a déclaré un revenu net revenant aux porteurs d'actions ordinaires de 200 millions de dollars au troisième trimestre, soit une augmentation de 11 millions de dollars ou de 6 % par rapport à il y a un an, mais une baisse de 39 millions de dollars ou de 16 % par rapport au deuxième trimestre. Cette contribution représente 26 % des résultats globaux de la Banque pour le trimestre. Le taux de rendement des capitaux propres de cette division a été excellent à 24,7 %, ce qui est beaucoup plus élevé que le résultat de 19,3 % obtenu l'an dernier, mais inférieur aux rendements très solides dégagés au cours des deux premiers trimestres de 2005.

Comme en font foi les résultats du troisième trimestre, la performance de toutes les divisions a été excellente. L'augmentation du revenu net comparativement à l'année précédente est attribuable à la hausse des revenus de négociation et à la diminution des provisions pour créances irrécouvrables, et a été quelque peu contrebalancée par la réduction des revenus tirés des prêts. La baisse du revenu net comparativement au trimestre précédent est surtout attribuable au niveau substantiel de reprise de créances irrécouvrables déclaré au deuxième trimestre et aux revenus moins élevés tirés des investissements dans les titres institutionnels au troisième trimestre. Les résultats du deuxième trimestre comprenaient également un gain réalisé sur la vente d'un actif acquis dans le cadre de la restructuration d'un prêt.

Le revenu d'intérêts net a diminué de 8 % par rapport à la même période l'an dernier, principalement en raison de la baisse de la valeur des actifs et du recul des marges d'intérêts provenant des prêts aux grandes entreprises, ce que la hausse des revenus d'intérêts nets tirés des opérations de négociation a partiellement atténué. Comparativement à il y a un an, le volume moyen des prêts a régressé de 4 %, surtout aux États-Unis et en Europe, notamment à cause de l'appréciation continue du dollar canadien. Par rapport au trimestre précédent, le revenu d'intérêts net a reculé de 12 %, en raison de la baisse du revenu d'intérêts des activités de négociation et d'un léger amenuisement des marges d'intérêts.

Malgré que la demande des clients pour des prêts ait été relativement faible au début de l'année, une croissance modeste a été enregistrée au chapitre des volumes de tirage sur prêts au cours des deux derniers trimestres pour l'ensemble du portefeuille des prêts aux grandes sociétés.

Les autres revenus ont augmenté de 2 % par rapport au même trimestre l'an dernier, révélant des revenus plus élevés liés aux produits dérivés, à la négociation de titres de créance et d'actions et aux nouvelles émissions. Cette augmentation a été contrebalancée par la réduction des frais liés aux activités de fusion et d'acquisition. Par rapport au trimestre précédent, les autres revenus ont été en baisse de 4 %, surtout en raison du gain précité réalisé sur la vente d'un actif acquis dans le cadre de la restructuration d'un prêt au dernier trimestre. Aussi, des revenus plus élevés découlant des produits dérivés et des opérations de change ont été annulés par la baisse des revenus tirés des activités de négociation d'action et des frais de fusion et d'acquisition.

La qualité du crédit est demeurée très bonne. La provision pour créances irrécouvrables s'est élevée à 2 millions de dollars ce trimestre, comparativement à 28 millions de dollars l'an dernier et à une reprise de 57 millions de dollars au trimestre précédent. La majorité des reprises du deuxième trimestre ont été réalisées dans le cadre de nos activités de crédit aux États-Unis.

Le total des charges a diminué de 14 % par rapport au même trimestre l'an dernier et de 17 % par rapport au trimestre précédent, surtout en raison de la plus faible rémunération liée au rendement.

La provision pour impôts sur le revenu s'est élevée à 100 millions de dollars ce trimestre, une hausse par rapport à 62 millions de dollars au même trimestre l'an dernier, mais une baisse par rapport à 120 millions de dollars au trimestre précédent. L'augmentation d'une année sur l'autre est attribuable à un niveau d'impôts moins élevé l'an dernier résultant de certaines transactions structurées.

Opérations internationales

(Non vérifié) (en millions de dollars) (base de mise en équivalence fiscale) ¹⁾	Pour les trimestres terminés les			Pour les périodes de neuf mois terminées les	
	31 juillet 2005	30 avril 2005	31 juillet 2004	31 juillet 2005	31 juillet 2004
Revenu du secteur d'activité					
Revenu d'intérêts net	512 \$	489 \$	472 \$	1 463 \$	1 414 \$
Provision pour créances irrécouvrables	21	26	2	54	27
Autres revenus	237	174	181	591	552
Frais autres que d'intérêts	447	391	390	1 226	1 206
Provision pour impôts sur le revenu	28	42	32	93	109
Part des actionnaires sans contrôle dans le revenu net des filiales	17	17	17	51	62
Revenu net	236 \$	187 \$	212 \$	630 \$	562 \$
Dividendes versés sur les actions privilégiées	2	1	1	4	3
Revenu net revenant aux porteurs d'actions ordinaires²⁾	234 \$	186 \$	211 \$	626 \$	559 \$
Autres données					
Rendement des capitaux propres ³⁾	24,1 %	21,0 %	24,6 %	23,1 %	22,8 %
Actif moyen (en milliards de dollars)	51 \$	49 \$	50 \$	49 \$	49 \$

1) Voir la note 2 à la page 12.

2) Voir la note 4 à la page 12.

3) Voir la note 1 du tableau Total à la page 13.

Le revenu net revenant aux porteurs d'actions ordinaires a atteint la somme record de 234 millions de dollars ce trimestre pour la division Opérations internationales, un bond de 23 millions de dollars ou de 11 % par rapport à l'an dernier et de 48 millions de dollars ou de 26 % comparativement au dernier trimestre. Ce résultat représente 30 % du revenu net consolidé revenant aux porteurs d'actions pour ce trimestre. De plus, la division a produit un excellent rendement des capitaux propres de 24,1 %. Compte non tenu de l'effet de la conversion des devises, les résultats sous-jacents ont augmenté de 44 millions de dollars ou de 21 % par rapport à l'an dernier.

L'actif des Opérations internationales a continué à croître fortement, particulièrement dans les Antilles et au Mexique. La croissance enregistrée s'est établie à 3 %, mais exclusion faite de l'effet de la conversion des devises, les volumes d'actif ont crû de 9 % par rapport à la même période l'an dernier. Une hausse de 21 % a également été enregistrée dans le secteur des prêts aux particuliers, notamment une bonne augmentation au chapitre des prêts hypothécaires ainsi que des hausses importantes au Mexique, au Chili et dans les Antilles. Par ailleurs, compte non tenu de l'effet de la conversion des devises, la division Opérations internationales a réalisé une croissance à deux chiffres de ses résultats sous-jacents en matière de produits d'épargne à faible coût et de dépôts à demande.

Le revenu total s'est chiffré à 749 millions de dollars ce trimestre, soit une augmentation de 96 millions de dollars ou de 15 % par rapport à l'an dernier et de 86 millions de dollars ou de 13 % comparativement au trimestre précédent. Après un rajustement pour tenir compte de l'incidence de la conversion des devises, la croissance a été de 136 millions de dollars ou de 21 % d'une année sur l'autre.

Le revenu d'intérêts net s'est élevé à 512 millions de dollars ce trimestre, soit une appréciation de 40 millions de dollars comparativement à l'an dernier et de 66 millions de dollars ou de 14 % après exclusion de l'effet de la conversion des devises. La hausse par rapport à l'an dernier est attribuable à des volumes plus élevés de prêts aux particuliers et de dépôts dans les Antilles, au Mexique et au Chili, de même qu'à l'effet de la première consoli-

dation de Banco de Comercio, au Salvador. Comparativement au trimestre précédent, le revenu d'intérêts net a augmenté de 23 millions de dollars, hausse qui a été principalement générée dans les Antilles et en Amérique centrale.

Les autres revenus ont été de 237 millions de dollars ce trimestre, soit un relèvement considérable de 56 millions de dollars par rapport à l'an dernier et de 63 millions de dollars comparativement au trimestre précédent. Les augmentations sont grandement attribuables aux gains réalisés sur les ventes de titres des marchés émergents ce trimestre et à la forte croissance d'une année sur l'autre au Mexique.

Les Opérations internationales ont maintenu une bonne qualité du crédit. Les provisions spécifiques pour créances irrécouvrables ont augmenté de 19 millions de dollars par rapport au niveau exceptionnellement bas de l'an dernier, mais ont diminué de 5 millions de dollars comparativement au dernier trimestre. Les provisions pour créances irrécouvrables se sont chiffrées à 54 millions de dollars en cumul annuel comparativement à 27 millions de dollars l'an dernier.

Les frais autres que d'intérêts se sont établis à 447 millions de dollars au troisième trimestre, en hausse de 57 millions de dollars ou de 15 % par rapport à l'an dernier et de 56 millions de dollars ou de 14 % comparativement au trimestre précédent. Ces augmentations résultent principalement de l'effet de la consolidation de Banco de Comercio ce trimestre et des frais plus élevés au Mexique et dans les Antilles, lesquels sont attribuables aux opérations de marketing et à la croissance normale liée aux activités commerciales.

La provision pour impôts sur le revenu s'est chiffrée à 28 millions de dollars ce trimestre, en baisse par rapport à 32 millions de dollars au même trimestre l'an dernier et à 42 millions de dollars au trimestre précédent. Ce recul est principalement attribuable à l'augmentation du revenu des filiales bénéficiant de taux d'imposition relativement plus faibles. La baisse d'un trimestre sur l'autre est également attribuable à l'effet de la réévaluation à la baisse des actifs d'impôts futurs d'Inverlat au deuxième trimestre.

Autres¹⁾

(Non vérifié) (en millions de dollars) (base de mise en équivalence fiscale) ²⁾	Pour les trimestres terminés les			Pour les périodes de neuf mois terminées les	
	31 juillet 2005	30 avril 2005	31 juillet 2004	31 juillet 2005	31 juillet 2004
Revenu du secteur d'activité					
Revenu d'intérêts net ³⁾	(139)\$	(113)\$	(140) \$	(393)\$	(442) \$
Provision pour créances irrécouvrables	(1)	–	(50)	(1)	(51)
Autres revenus	122	188	131	457	548
Frais autres que d'intérêts	31	26	28	81	65
Provision pour impôts sur le revenu ³⁾	(72)	(70)	(33)	(163)	(104)
Revenu net	25 \$	119 \$	46 \$	147 \$	196 \$
Dividendes versés sur les actions privilégiées	3	1	1	5	3
Revenu net revenant aux porteurs d'actions ordinaires⁴⁾	22 \$	118 \$	45 \$	142 \$	193 \$

Autres données

Actif moyen (en milliards de dollars)	25 \$	24 \$	13 \$	24 \$	14 \$

1) Comprend les revenus de toutes les autres petites unités d'exploitation et les rajustements du siège social, tels que l'élimination de la majoration du revenu exempt d'impôt déclarée dans le revenu d'intérêts net et la provision pour impôts sur le revenu, les écarts entre les montants réels des coûts engagés et imputés aux unités d'exploitation, et l'incidence des titrisations.

2) La Banque, comme certaines autres institutions bancaires, analyse le revenu, la marge nette sur intérêts sur le total de l'actif moyen et le ratio de productivité selon une BMEF. Cette méthodologie permet de majorer le revenu exempt d'impôt gagné à l'égard de certains titres selon une base de mise en équivalence fiscale avant impôts. Dans la présentation des résultats des secteurs d'activité, l'opération symétrique est imputée au poste de la provision pour impôts sur le revenu.

La direction estime que cette méthode d'évaluation permet d'effectuer une comparaison uniforme des revenus d'intérêts nets de sources imposables et non imposables et permet une évaluation plus cohérente. Les données obtenues par le recours à une BMEF diffèrent de celles qu'on obtiendrait avec les PCGR et peuvent être différentes de celles présentées par d'autres sociétés.

3) Inclut l'élimination de la majoration du revenu exempt d'impôt déclarée dans le revenu d'intérêts net ainsi que les provisions pour impôts sur le revenu des trimestres terminés le 31 juillet 2005 (81 \$), le 30 avril 2005 (94 \$) et le 31 juillet 2004 (68 \$) et des périodes de neuf mois terminées le 31 juillet 2005 (251 \$) et le 31 juillet 2004 (201 \$) pour en arriver aux montants comptabilisés dans l'état consolidé des revenus.

4) À compter de 2005, la rentabilité par secteur n'est plus établie à partir du revenu net mais à partir du revenu net revenant aux porteurs d'actions ordinaires. Les données des périodes antérieures ont été rajustées.

Le revenu net revenant aux porteurs d'actions ordinaires s'est établi à 22 millions de dollars, comparativement à 45 millions de dollars l'an dernier et à 118 millions de dollars au trimestre précédent. D'une année sur l'autre, la régression est en grande partie attribuable au fait que 2004 avait connu une baisse de 50 millions de dollars de la provision générale et que les gains nets sur les placements ont été moindres ce trimestre. Le recul enregistré d'un trimestre sur l'autre a découlé principalement du gain avant impôt de 118 millions de dollars réalisé par la Banque sur la vente d'une portion de son investissement dans la Shinsei Bank au trimestre dernier.

Le revenu d'intérêts net a très peu évolué depuis l'an dernier, mais a diminué de 26 millions de dollars par rapport au trimestre précédent, surtout en raison d'un plus faible revenu de dividendes pour la Trésorerie de groupe. Le revenu d'intérêts net tient compte de l'élimination de la majoration du revenu exempt d'impôt comprise dans les résultats des unités d'exploitation, lesquels se présentent selon une base de mise en équivalence fiscale. L'élimination s'est élevée à 81 millions de dollars au

troisième trimestre, comparativement à 68 millions de dollars l'an dernier et à 94 millions de dollars le trimestre précédent.

Les autres revenus ont diminué de 9 millions de dollars par rapport à ceux du même trimestre l'an dernier, surtout en raison de plus faibles gains nets sur les titres de placement, et ont été partiellement contrebalancés par une hausse des revenus générés par les activités de titrisation. Comparativement au trimestre précédent, les autres revenus ont diminué de 66 millions de dollars en raison des plus faibles gains réalisés sur les titres. Cette diminution s'explique en partie par le gain de 118 millions réalisé sur la Shinsei Bank au deuxième trimestre.

La reprise sur provision pour créances irrécouvrables qui s'est dégagée à 1 million de dollars ce trimestre, comparativement à 50 millions de dollars l'an dernier, découle entièrement de la réduction de 50 millions de dollars de la provision générale pour créances irrécouvrables l'an dernier.

Les frais autres que d'intérêts sont restés sensiblement les mêmes par rapport à l'an dernier et au trimestre précédent.

Total

(Non vérifié) (en millions de dollars)	Pour les trimestres terminés les			Pour les périodes de neuf mois terminées les	
	31 juillet 2005	30 avril 2005	31 juillet 2004	31 juillet 2005	31 juillet 2004
Revenu du secteur d'activité					
Revenu d'intérêts net	1 480 \$	1 458 \$	1 429 \$	4 365 \$	4 313 \$
Provision pour créances irrécouvrables	85	35	50	194	350
Autres revenus	1 128	1 136	1 035	3 375	3 324
Frais autres que d'intérêts	1 517	1 490	1 472	4 464	4 401
Provision pour impôts sur le revenu	205	226	194	633	621
Part des actionnaires sans contrôle dans le revenu net des filiales	17	17	17	51	62
Revenu net	784 \$	826 \$	731 \$	2 398 \$	2 203 \$
Dividendes versés sur les actions privilégiées	9	4	4	17	12
Revenu net revenant aux porteurs d'actions ordinaires	775 \$	822 \$	727 \$	2 381 \$	2 191 \$
Autres données					
Rendement des capitaux propres ¹⁾	19,9 %	22,3 %	19,4 %	21,0 %	20,2 %
Actif moyen (en milliards de dollars)	314 \$	307 \$	284 \$	307 \$	284 \$

1) Aux fins de gestion et de communication interne de l'information, la Banque affecte des actifs à ses secteurs d'activité selon une méthodologie qui prend en compte le crédit, le marché et le risque opérationnel propre à chacun de ses secteurs. Le rendement des capitaux propres est calculé selon l'actif économique affecté au secteur. L'actif économique n'est pas un terme défini conformément aux PCGR et, de ce fait, le rendement des capitaux propres ainsi obtenu pour chaque secteur peut ne pas être comparable à ceux des autres institutions financières.

Données par secteur géographique

(Non vérifié)	Pour les trimestres terminés les			Pour les périodes de neuf mois terminées les	
	31 juillet 2005	30 avril 2005	31 juillet 2004	31 juillet 2005	31 juillet 2004
Revenu net revenant aux porteurs d'actions ordinaires (en millions de dollars)					
Canada	472 \$	407 \$	410 \$	1 407 \$	1 241 \$
États-Unis	50	119	86	230	245
Autres pays	269	316	236	831	736
Rajustements du siège social	(16)	(20)	(5)	(87)	(31)
	775 \$	822 \$	727 \$	2 381 \$	2 191 \$
Actif moyen (en milliards de dollars)					
Canada	207 \$	204 \$	190 \$	204 \$	188 \$
États-Unis	26	25	19	25	22
Autres pays	78	75	74	75	72
Rajustements du siège social	3	3	1	3	2
	314 \$	307 \$	284 \$	307 \$	284 \$

Chiffres clés pour les trimestres

	Pour les trimestres terminés les							
	31 juill. 2005	30 avril 2005	31 janv. 2005	31 oct. 2004	31 juill. 2004	30 avril 2004	31 janv. 2004	31 oct. 2003
Revenu total ¹⁾ (BMEF ²⁾) (en millions de dollars)	2 689 \$	2 688 \$	2 614 \$	2 457 \$	2 532 \$	2 770 \$	2 536 \$	2 551 \$
Revenu net ¹⁾ (en millions de dollars)	784	826	788	705	731	784	688	654
Bénéfice de base par action (en dollars)	0,78	0,82	0,78	0,70	0,72	0,77	0,68	0,64
Bénéfice dilué par action (en dollars)	0,77	0,81	0,77	0,69	0,71	0,75	0,67	0,63

1) Les montants ont été retraités rétroactivement conformément à la nouvelle prise de position comptable relative au passif et capitaux propres (voir la note 1 à la page 19).

2) Pour le rajustement de la mesure PCGR en base de mise en équivalence fiscale (BMEF), se reporter aux notes 2 et 3 à la page 12.

Information sur les actions

	Au 31 juillet 2005
(en milliers d'actions)	
Actions privilégiées de catégorie A émises par la Société de placement hypothécaire Scotia	250¹⁾
Titres fiduciaires Série 2000-1 émis par Fiducie de Capital Scotia	500¹⁾
Titres fiduciaires Série 2002-1 émis par Fiducie de Capital Banque Scotia	750²⁾
Titres fiduciaires Série 2003-1 émis par Fiducie de Capital Banque Scotia	750²⁾
Actions privilégiées Série 12	12 000³⁾
Actions privilégiées Série 13	12 000⁴⁾
Actions ordinaires en circulation	995 138⁵⁾⁽⁶⁾
Options non levées octroyées aux termes du Régime d'options d'achat d'actions ordinaires	39 078⁵⁾⁽⁷⁾

1) Figurant au poste «Passif au titre des débentures subordonnées et des instruments de capitaux propres» dans le bilan consolidé.

2) Pour le traitement comptable et la présentation de ces instruments, voir la note 1 à la page 19.

3) Ces actions donnent droit à un dividende trimestriel en espèces privilégié non cumulatif de 0,328125 \$ par action.

4) Ces actions donnent droit à un dividende trimestriel en espèces privilégié non cumulatif. Le dividende initial, payé le 27 juillet 2005, est de 0,4405 \$ par action. Par la suite, le dividende trimestriel sera de 0,30 \$ par action.

5) Au 18 août 2005, le nombre d'actions ordinaires en circulation et le nombre d'options s'élevaient respectivement à 995 279 et à 38 937. Le nombre des autres titres de ce tableau demeure inchangé.

6) Comprend 1 195 actions nouvellement émises en juin 2005 en relation avec l'acquisition d'une filiale.

7) Comprenant 15 390 options d'achat d'actions assorties de droits à la plus-value des actions (composante DPV).

On trouvera plus de détails, y compris les caractéristiques de convertibilité, aux notes 13 et 14 des états financiers consolidés du 31 octobre 2004 publiés dans le Rapport annuel 2004, et à la note 4 figurant à la page 21 du présent rapport.

Déclarations prospectives Le présent document renferme des déclarations prospectives qui sont formulées aux termes des règles d'exonération de responsabilité de la loi américaine de 1995 intitulée Private Securities Litigation Reform Act. Ces déclarations comprennent des observations concernant nos objectifs, nos stratégies, nos résultats financiers prévisionnels, nos prévisions concernant nos secteurs d'activité et l'économie du Canada, des États-Unis et du monde entier, de même que notre gestion du risque. On reconnaît habituellement les déclarations prospectives à l'emploi de termes ou d'expressions comme «croire», «prévoir», «s'attendre à», «avoir l'intention de», «estimer», «pourrait augmenter» et «pourrait fluctuer» ainsi que par la conjugaison des verbes au futur et au conditionnel.

De par leur nature, les déclarations prospectives comportent de nombreuses hypothèses, des incertitudes et des risques inhérents, tant généraux que spécifiques, ainsi que le risque que les prédictions et autres déclarations prospectives se révèlent inexactes. La Banque conseille aux lecteurs de ne pas se fier indûment à ces déclarations, étant donné que les résultats réels risquent de différer sensiblement des estimations et intentions exprimées dans ces déclarations prospectives, en raison d'un certain nombre de facteurs importants, notamment la conjoncture économique et financière au Canada et dans le monde; les variations des taux d'intérêt et des cours du change; les liquidités; l'incidence des changements apportés à la politique monétaire; les modifications apportées aux lois et à la réglementation au Canada et ailleurs; l'exactitude et l'exhaustivité de l'information que la Banque reçoit sur sa clientèle et ses contreparties; la mise au point et le lancement de nouveaux produits et services en temps opportun; l'aptitude de la Banque à achever ses acquisitions et à intégrer les établissements acquis; l'aptitude de la Banque à recruter et à conserver des dirigeants clés; la confiance accordée aux tiers qui fournissent les composantes de l'infrastructure commerciale de la Banque; les changements imprévus des habitudes de dépense et d'épargne du consommateur; les développements technologiques; le regroupement du secteur canadien des services financiers; les changements apportés aux lois fiscales; la concurrence; les procédures judiciaires et réglementaires; les cas de force majeure comme les tremblements de terre; l'incidence éventuelle de conflits internationaux et autres événements, y compris les actes terroristes et la guerre contre le terrorisme; de même que l'aptitude de la Banque à prévoir et à gérer les risques que comportent ces facteurs. La Banque consacre une bonne partie de ses activités à consentir des prêts ou à affecter autrement ses ressources à certains secteurs, entreprises ou pays. Un événement imprévu qui touche ces emprunteurs, secteurs ou pays risque d'avoir une incidence défavorable importante sur les résultats financiers de la Banque, sur sa situation financière ou sur ses liquidités. Ces facteurs, et d'autres encore, peuvent faire en sorte que le rendement réel de la Banque soit, dans une mesure importante, différent de celui envisagé par les déclarations prospectives.

La Banque tient à souligner que la liste de facteurs importants énoncée ci-dessus n'est pas exhaustive. Lorsque les investisseurs et les autres personnes se fient à des déclarations prospectives pour prendre des décisions à l'égard de la Banque et de ses valeurs mobilières, ils devraient se pencher diligemment sur ces facteurs, ainsi que sur d'autres incertitudes et éventualités. La Banque ne s'engage pas à mettre à jour les déclarations prospectives verbales ou écrites qui peuvent être faites de temps à autre par elle ou en son nom.

Le lecteur trouvera d'autres renseignements sur la Banque, y compris sa notice annuelle, sur le site Web de SEDAR à l'adresse www.sedar.com, ainsi que dans la section EDGAR du site Web de la SEC, à l'adresse www.sec.gov.

État consolidé des revenus

(Non vérifié) (en millions de dollars)	Pour les trimestres terminés les			Pour les périodes de neuf mois terminées les	
	31 juillet 2005	30 avril 2005	31 juillet 2004 ¹⁾	31 juillet 2005	31 juillet 2004 ¹⁾
Revenu d'intérêts					
Prêts	2 584 \$	2 417 \$	2 248 \$	7 400 \$	6 783 \$
Valeurs mobilières	807	797	657	2 303	2 015
Dépôts à d'autres banques	173	151	116	460	321
	3 564	3 365	3 021	10 163	9 119
Frais d'intérêts					
Dépôts	1 500	1 384	1 196	4 214	3 532
Passif au titre des débentures subordonnées et des instruments de capitaux propres (notes 1 et 8)	47	47	66	140	208
Autres	537	476	330	1 444	1 066
	2 084	1 907	1 592	5 798	4 806
Revenu d'intérêts net	1 480	1 458	1 429	4 365	4 313
Provision pour créances irrécouvrables (note 7)	85	35	50	194	350
Revenu d'intérêts net après provision pour créances irrécouvrables	1 395	1 423	1 379	4 171	3 963
Autres revenus					
Revenus de cartes	66	56	58	184	172
Services de dépôt et de paiement	184	168	169	520	485
Fonds communs de placement	50	47	43	141	127
Services de placement, de courtage et de fiducie	143	156	123	441	391
Commissions de crédit	140	135	150	411	440
Revenus de négociation	133	125	101	468	358
Services de banque d'investissement	162	167	160	509	504
Gains nets sur valeurs détenues aux fins de placement	109	134	106	305	423
Revenus de titrisation	21	20	17	60	85
Autres	120	128	108	336	339
	1 128	1 136	1 035	3 375	3 324
Revenu d'intérêts net et autres revenus	2 523	2 559	2 414	7 546	7 287
Frais autres que d'intérêts					
Salaires et avantages sociaux	874	883	875	2 627	2 623
Frais de locaux et de technologie	288	285	283	846	846
Communications	66	63	62	189	181
Publicité et prospection	58	50	51	151	151
Honoraires	44	45	39	131	115
Taxe d'affaires et taxe sur le capital	38	42	37	117	110
Autres	149	122	125	403	375
	1 517	1 490	1 472	4 464	4 401
Revenu avant les éléments ci-dessous	1 006	1 069	942	3 082	2 886
Provision pour impôts sur le revenu	205	226	194	633	621
Part des actionnaires sans contrôle dans le revenu net des filiales	17	17	17	51	62
Revenu net	784 \$	826 \$	731 \$	2 398 \$	2 203 \$
Dividendes versés sur les actions privilégiées	9	4	4	17	12
Revenu net revenant aux porteurs d'actions ordinaires	775 \$	822 \$	727 \$	2 381 \$	2 191 \$
Nombre moyen d'actions ordinaires en circulation (en millions) :					
De base	995	996	1 008	999	1 010
Dilué	1 009	1 011	1 024	1 014	1 026
Revenu net par action ordinaire²⁾ (en dollars) :					
De base	0,78 \$	0,82 \$	0,72 \$	2,38 \$	2,17 \$
Dilué	0,77 \$	0,81 \$	0,71 \$	2,35 \$	2,13 \$
Dividendes par action ordinaire (en dollars)	0,34 \$	0,32 \$	0,30 \$	0,98 \$	0,80 \$

1) Certains chiffres présentés à titre de comparaison ont été retraités rétroactivement conformément aux nouvelles exigences comptables de l'ICCA relatives à la distinction entre les capitaux propres et les éléments de passif (voir la note 1 à la page 19).

2) Le revenu par action est exprimé en dollars et est fondé sur le nombre d'actions en circulation.

Les notes ci-jointes font partie intégrante des états financiers consolidés intermédiaires.

Bilan consolidé

		Au		
(Non vérifié) (en millions de dollars)	31 juillet 2005	30 avril 2005	31 octobre 2004 ¹⁾	31 juillet 2004 ¹⁾
Actif				
Liquidités				
Encaisse et dépôts à d'autres banques sans intérêt	2 072 \$	2 137 \$	1 921 \$	1 411 \$
Dépôts à d'autres banques portant intérêt	17 736	15 954	12 932	16 840
Métaux précieux	2 327	2 403	2 302	2 275
	22 135	20 494	17 155	20 526
Valeurs mobilières				
Placement	23 235	22 781	15 717	18 343
Négociation	50 541	50 164	43 056	46 161
	73 776	72 945	58 773	64 504
Prêts				
Prêts hypothécaires à l'habitation	73 867	70 848	69 018	66 955
Prêts aux particuliers et sur cartes de crédit	33 981	34 403	30 182	29 475
Prêts aux entreprises et aux administrations publiques	63 604	62 174	57 384	61 259
Valeurs mobilières acquises en vertu d'ententes de revente	23 290	20 748	17 880	21 307
	194 742	188 173	174 464	178 996
Provision pour créances irrécouvrables (note 7)	2 565	2 591	2 696	3 242
	192 177	185 582	171 768	175 754
Autres				
Engagements de clients en contrepartie d'acceptations	7 353	7 194	7 086	6 494
Évaluation à la valeur du marché des instruments dérivés de négociation	11 334	12 884	14 198	11 163
Terrains, bâtiments et matériel	1 947	1 904	1 872	1 872
Écarts d'acquisition	546	292	261	271
Autres actifs incorporels	219	226	240	246
Autres éléments d'actif	8 046	7 569	7 859	6 060
	29 445	30 069	31 516	26 106
	317 533 \$	309 090 \$	279 212 \$	286 890 \$
Passif et avoir des actionnaires				
Dépôts				
Particuliers	83 840 \$	82 527 \$	79 020 \$	79 569 \$
Entreprises et administrations publiques	111 257	107 071	94 125	97 478
Banques	24 912	25 184	22 051	24 086
	220 009	214 782	195 196	201 133
Autres				
Acceptations	7 353	7 194	7 086	6 494
Obligations relatives aux valeurs mobilières vendues en vertu d'ententes de rachat	27 003	25 164	19 428	23 299
Obligations relatives aux valeurs mobilières vendues à découvert	9 976	8 542	7 585	11 421
Évaluation à la valeur du marché des instruments dérivés de négociation	12 049	11 445	14 054	10 972
Autres engagements	21 277	22 346	15 733	13 094
Part des actionnaires sans contrôle dans les filiales	296	290	280	280
	77 954	74 981	64 166	65 560
Passif au titre des débentures subordonnées et des instruments de capitaux propres (notes 1 et 8)	3 367	3 383	4 865	4 916
Avoir des actionnaires				
Capital-actions				
Actions privilégiées	600	600	300	300
Actions ordinaires et surplus d'apport	3 314	3 242	3 229	3 204
Bénéfices non répartis	13 909	13 517	13 239	12 881
Écart de conversion cumulatif	(1 620)	(1 415)	(1 783)	(1 104)
	16 203	15 944	14 985	15 281
	317 533 \$	309 090 \$	279 212 \$	286 890 \$

1) Certains chiffres présentés à titre de comparaison ont été retraités rétroactivement conformément aux nouvelles exigences comptables de l'ICCA relatives à la distinction entre les capitaux propres et les éléments de passif (voir la note 1 à la page 19).

Les notes ci-jointes font partie intégrante des états financiers consolidés intermédiaires.

État consolidé des modifications survenues dans l'avoir des actionnaires

Pour les périodes de
neuf mois terminées les

(Non vérifié) (en millions de dollars)	31 juillet 2005	31 juillet 2004 ¹⁾
Actions privilégiées		
Solde au début de la période	300 \$	300 \$
Émissions	300	–
Solde à la fin de la période	600	300
Actions ordinaires et surplus d'apport		
Actions ordinaires :		
Solde au début de la période	3 228	3 140
Émissions	148	88
Rachats aux fins d'annulation	(63)	(25)
Solde à la fin de la période	3 313	3 203
Surplus d'apport : Juste valeur des options d'achat d'actions	1	1
Total	3 314	3 204
Bénéfices non répartis		
Solde au début de la période	13 239	11 747
Revenu net	2 398	2 203
Dividendes : Actions privilégiées	(17)	(12)
Actions ordinaires	(979)	(808)
Achat d'actions	(725)	(249)
Autres	(7)	–
Solde à la fin de la période	13 909	12 881
Écart de conversion cumulatif		
Solde au début de la période	(1 783)	(1 074)
Gains (pertes) de change non réalisé(e)s, montant net ²⁾	163	(30)
Solde à la fin de la période	(1 620)	(1 104)
Total de l'avoir des actionnaires à la fin de la période	16 203 \$	15 281 \$

1) Certains chiffres présentés à titre de comparaison ont été retraités rétroactivement conformément aux nouvelles exigences comptables de l'ICCA relatives à la distinction entre les capitaux propres et les éléments de passif (voir la note 1 à la page 19).

2) Comprend le montant net des gains (pertes) de change non réalisé(e)s sur les investissements nets dans des établissements autonomes de 130 \$ (131 \$ au 31 juillet 2004) et les pertes découlant des activités de couverture de change de 33 \$ ((161) \$ au 31 juillet 2004).

Les notes ci-jointes font partie intégrante des états financiers consolidés intermédiaires.

État consolidé condensé des flux de trésorerie

Provenance et (utilisation) des flux de trésorerie (Non vérifié) (en millions de dollars)	Pour les trimestres terminés les		Pour les périodes de neuf mois terminées les	
	31 juillet 2005	31 juillet 2004¹⁾	31 juillet 2005	31 juillet 2004¹⁾
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation				
Revenu net	784 \$	731 \$	2 398 \$	2 203 \$
Ajustements au revenu net en vue de déterminer les flux de trésorerie	(43)	(51)	19	9
Intérêts courus nets à recevoir et à payer	(26)	(37)	(5)	(223)
Valeurs détenues aux fins de négociation	(629)	(4 405)	(6 943)	(3 374)
Évaluation à la valeur du marché des instruments dérivés de négociation, montant net	2 032	875	793	364
Autres, montant net	128	560	795	(514)
	2 246	(2 327)	(2 943)	(1 535)
Flux de trésorerie liés aux activités de financement				
Dépôts	6 988	5 979	21 827	7 514
Obligations relatives aux valeurs mobilières vendues en vertu d'ententes de rachat	2 068	1 166	6 970	(5 233)
Obligations relatives aux valeurs mobilières vendues à découvert	1 459	1 966	2 386	2 205
Rachat/remboursement – passif au titre des débentures subordonnées et des instruments de capitaux propres	–	–	–	(260)
Capital-actions émis	26	23	392	88
Capital-actions remboursé/racheté aux fins d'annulation ou de négociation, montant net	(47)	(62)	(788)	(274)
Dividendes versés en espèces	(348)	(306)	(996)	(820)
Autres, montant net	217	(512)	544	(360)
	10 363	8 254	30 335	2 860
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement				
Dépôts à d'autres banques portant intérêt	(2 376)	(576)	(4 802)	593
Prêts, à l'exclusion des titrisations	(9 730)	(5 761)	(21 922)	(6 782)
Titrisations de prêts	451	859	1 678	2 735
Valeurs détenues aux fins de placement, passif net	(683)	(268)	(1 824)	2 833
Terrains, bâtiments et matériel, déduction faite des cessions	(44)	(64)	(106)	(139)
Autres, montant net ²⁾	(255)	–	(279)	(59)
	(12 637)	(5 810)	(27 255)	(819)
Incidence des fluctuations des taux de change sur les espèces et quasi-espèces	(37)	(27)	14	8
Variation nette des espèces et quasi-espèces	(65)	90	151	514
Espèces et quasi-espèces au début de la période	2 137	1 321	1 921	897
Espèces et quasi-espèces à la fin de la période	2 072 \$	1 411 \$	2 072 \$	1 411 \$
Décaissements effectués pour :				
Intérêts	2 071 \$	1 499 \$	5 790 \$	5 025 \$
Impôts sur le revenu	166 \$	133 \$	631 \$	565 \$

1) Certains chiffres présentés à titre de comparaison ont été retraités rétroactivement conformément aux nouvelles exigences comptables de l'ICCA relatives à la distinction entre les capitaux propres et les éléments de passif (voir la note 1 à la page 19).

2) Pour le trimestre et la période de neuf mois terminés le 31 juillet 2005, sont inclus des placements dans les filiales, déduction faite d'une contrepartie autre qu'en espèces, composée d'actions ordinaires nouvellement émises d'un montant de 49 \$ (néant au 31 juillet 2004), et d'espèces et quasi-espèces à la date d'acquisition d'un montant de 17 \$ (néant au 31 juillet 2004).

Les notes ci-jointes font partie intégrante des états financiers consolidés.

Notes afférentes aux états financiers consolidés intermédiaires (*non vérifié*)

Les présents états financiers consolidés intermédiaires ont été préparés conformément aux principes comptables généralement reconnus du Canada («PCGR»). Ils doivent être lus conjointement avec les états financiers consolidés pour l'exercice terminé le 31 octobre 2004. Les conventions comptables qui ont servi à établir les états financiers consolidés intermédiaires sont conformes à celles que la Banque a utilisées dans la préparation des états financiers consolidés vérifiés de fin d'exercice, sauf pour ce qui est des éléments traités dans la note 1. Certains chiffres correspondants ont été reclassés conformément à la présentation de la période écoulée.

1. Nouvelles conventions comptables

Passif et capitaux propres

Le 1^{er} novembre 2004, conformément aux exigences, la Banque a adopté, de manière rétroactive et avec retraitement des chiffres des périodes antérieures, une nouvelle prise de position publiée par l'Institut Canadien des Comptables Agréés («ICCA») qui vise à modifier la comptabilisation de certains instruments financiers qui présentent à la fois des caractéristiques d'un élément de passif et d'un élément de capitaux propres. Selon cette prise de position, certains de ces instruments pouvant être réglés au moyen d'un nombre variable d'instruments de capitaux propres de l'émetteur, au choix de ce dernier, doivent être présentés à titre d'éléments de passif plutôt que de capitaux propres.

L'adoption de cette prise de position a influé sur les titres fiduciaires de la Banque Scotia d'une valeur de 2 milliards de dollars émis par Fiducie de Capital Scotia et Fiducie de Capital Banque Scotia et sur les actions privilégiées d'une valeur de 250 millions de dollars émises par Société de placement hypothécaire Scotia. Ces instruments ont été reclassés, passant respectivement des postes «Part des actionnaires sans contrôle dans les filiales» et «Avoir des actionnaires» au poste «Passif au titre des débentures subordonnées et des instruments de capitaux propres». Les montants correspondants retraités sont présentés dans le tableau ci-dessous. Cette modification se traduit, chaque

trimestre, par un décaissement d'environ 38 millions de dollars découlant de la comptabilisation de ces instruments à titre de frais d'intérêts. Avant l'exercice 2005, ces mêmes décaissements auraient entraîné la comptabilisation d'un montant de 34 millions de dollars au poste «Part des actionnaires sans contrôle dans le revenu net des filiales» et de 2 millions de dollars au poste «Dividendes versés sur les actions privilégiées» (réduction faite d'une provision pour impôts sur le revenu de 2 millions de dollars).

Par ailleurs, le 1^{er} novembre 2004, aux termes d'une nouvelle prise de position comptable canadienne relativement aux entités à détenteurs de droits variables (EDDV), des titres fiduciaires de la Banque Scotia d'une valeur de 1,5 milliard de dollars ont été reclassés au passif-dépôts dans le bilan consolidé (se reporter à la section intitulée «Titres fiduciaires de la Banque Scotia» à la page 20).

Dans tous les cas, le revenu net revenant aux porteurs d'actions ordinaires et le revenu par action n'ont subi aucun changement. De plus, les coefficients de capital réglementaire de la Banque n'ont pas été touchés, puisque les instruments innovateurs de capital de catégorie 1 de la Banque continuent de faire partie du capital de catégorie 1 admissible aux fins réglementaires.

Le tableau suivant résume les retraitements au bilan consolidé que la nouvelle prise de position comptable en matière de passif et de capitaux propres a rendu nécessaires :

(en millions de dollars)	Au 31 octobre 2004			Au 31 juillet 2004		
	Présenté	Modification	Retraité	Présenté	Modification	Retraité
Bilan consolidé						
Passif						
Part des actionnaires sans contrôle dans les filiales	2 280 \$	(2 000)\$	280 \$	2 280 \$	(2 000)\$	280 \$
Passif au titre des débentures subordonnées et des instruments de capitaux propres	2 615	2 250	4 865	2 666	2 250	4 916
Capitaux propres						
Capital-actions – Actions privilégiées	550	(250)	300	550	(250)	300

Consolidation des entités à détenteurs de droits variables

Le 1^{er} novembre 2004, la Banque a adopté une nouvelle note d'orientation concernant la comptabilité publiée par l'ICCA qui exige la consolidation des entités à détenteurs de droits variables (EDDV) par leur principal bénéficiaire.

Une entité est une EDDV lorsqu'elle remplit volontairement l'une ou l'autre des deux conditions suivantes, ou les deux : a) le montant total des investissements en instruments de capitaux propres à risque n'est pas suffisant pour permettre à l'entité de financer ses activités sans un soutien financier subordonné additionnel fourni par des tiers; et b) collectivement, les détenteurs des investissements en instruments de capitaux propres à risque ne réunissent pas les caractéristiques essentielles d'une participation financière conférant le contrôle. La note d'orientation relative aux EDDV ne s'applique pas à certaines entités qui sont exclues de son champ d'application. Le principal bénéficiaire est l'entreprise qui assume la majeure partie des pertes prévues ou qui bénéficie de la majeure partie des rendements résiduels prévus de l'EDDV.

Voici un résumé, par catégorie d'EDDV, de l'incidence de la nouvelle note d'orientation sur les états financiers :

Instruments de titrisation

La Banque administre trois programmes canalisateurs de fonds multicédants de papier commercial. Ces programmes font appel à l'achat d'actifs à des tiers, par des fonds multicédants, au moyen de l'émission de papier commercial adossé à des crédits mobiliers. La Banque ne détient aucun droit sur ces actifs, mais elle gère, contre rémunération, le programme de vente de papier commercial. De plus, dans certains cas, elle agit à titre de contrepartie aux contrats sur instruments dérivés de ces fonds multicédants et leur fournit une partie importante des liquidités de dernier recours et des facilités d'amélioration partielle du crédit. À l'adoption de la nouvelle norme comptable, la Banque a déterminé qu'elle était le principal bénéficiaire de ces fonds multicédants, qu'elle a consolidés à ses états financiers. En date de l'adoption, les valeurs détenues aux fins de placement, les prêts aux particuliers et les prêts sur cartes de crédit et les autres engagements inscrits au bilan consolidé ont augmenté respectivement de 5 milliards de dollars, de 3 milliards de dollars et de 8 milliards de dollars. Ce changement de convention comptable n'a eu aucune incidence sur le revenu net ni sur le revenu par action.

Titres fiduciaires de la Banque Scotia

La Banque a émis pour 1,5 milliard de dollars d'instruments innovateurs de capital de catégorie 1 aux termes de la structure de Fiducie de Capital Banque Scotia. Cette structure est considérée comme une EDDV mais la Banque n'en est pas le principal bénéficiaire. Par conséquent, elle a déconsolidé cette structure et a inscrit 1,5 milliard de dollars en passif-dépôts d'entreprises et d'administrations publiques dans le bilan consolidé. Ces instruments financiers étaient auparavant inscrits au poste «Part des actionnaires sans contrôle dans les filiales». Par suite de l'adoption mentionnée précédemment des changements de conventions comptables relativement au passif et aux capitaux propres, ces instruments ont été reclasés dans le

passif au titre des débentures subordonnées et des instruments de capitaux propres pour les périodes antérieures. Sur une base trimestrielle, ces changements ont donné lieu à des décaissements de 24 millions de dollars pour cette structure, qui ont été comptabilisés dans les frais d'intérêts. Au cours des périodes antérieures à l'exercice 2005, ces décaissements étaient constatés au poste «Part des actionnaires sans contrôle dans le revenu net des filiales». À la suite des changements apportés à la comptabilisation du passif et des capitaux propres dont il a déjà été question, ces décaissements ont été reclasés dans les frais d'intérêts. Dans l'ensemble, il n'y a eu aucune variation du revenu net ni du revenu par action.

Autres

La Banque participe à d'autres entités comme des structures de placement et des sociétés émettrices de titres de créance assortis d'une garantie dont l'actif totalise 8 milliards de dollars. Bien que la Banque ait consolidé les entités dont elle est le principal bénéficiaire, l'augmentation de l'actif et du passif en découlant a été négligeable.

2. Changements de conventions comptables futurs

Instruments financiers

L'ICCA a publié trois nouvelles normes : Instruments financiers – Constatation et mesure, Couvertures et Résultat étendu. Ces normes qui s'appliqueront aux états financiers de la Banque à compter du 1^{er} novembre 2006 comportent les exigences ci-après.

Instruments financiers – Constatation et mesure

Tous les actifs et les passifs financiers seront comptabilisés à la juste valeur au bilan consolidé, à l'exception des éléments suivants qui seront comptabilisés selon la méthode de l'amortissement du coût : prêts et créances, titres destinés à être détenus jusqu'à l'échéance et passifs financiers non détenus aux fins de négociation. Les gains et les pertes réalisés et non réalisés sur les actifs et les passifs financiers qui sont détenus aux fins de négociation seront inscrits à l'état consolidé des revenus. Les gains et les pertes non réalisés sur les actifs financiers destinés à la vente seront inscrits dans les autres éléments du résultat étendu jusqu'à leur réalisation, après quoi ils seront inscrits à l'état consolidé des revenus. Tous les dérivés, y compris les dérivés intégrés devant être comptabilisés séparément, seront inscrits à la juste valeur au bilan consolidé.

Couvertures

Dans le cas d'une couverture de juste valeur, la composante de l'actif ou du passif sous-jacent faisant l'objet de la couverture ainsi que le dérivé détenu aux fins de couverture seront comptabilisés à la juste valeur et les variations de la juste valeur seront inscrites à l'état consolidé des revenus. Dans le cas d'une couverture de flux de trésorerie, la variation de la juste valeur d'un dérivé sera inscrite dans les autres éléments du résultat étendu jusqu'à ce que l'actif ou le passif couvert influe sur l'état consolidé des revenus et, à ce moment-là, la variation connexe de la juste valeur sera également inscrite à l'état consolidé des revenus. Lorsqu'une couverture présente une inefficacité, celle-ci sera constatée dans l'état consolidé des revenus.

Résultat étendu

Les gains et pertes non réalisés sur des actifs financiers qui seront destinés à la vente, les gains ou pertes de change non réalisés découlant des activités d'établissements étrangers autonomes et les variations de la juste valeur des instruments de couverture de flux de trésorerie seront inscrits dans un état des autres éléments du résultat étendu jusqu'à ce qu'ils soient constatés à l'état consolidé des revenus. Les autres éléments du résultat étendu feront partie de l'avoir des actionnaires.

L'incidence de la mise en œuvre de ces nouvelles normes ne peut pas encore être déterminée car elle dépend des positions non réglées et des stratégies de couverture de la Banque ainsi que de la volatilité des marchés au moment de la transition.

3. Résultats d'exploitation sectoriels

La Banque Scotia est une institution de services financiers diversifiée qui offre une vaste gamme de produits et de services financiers à ses clientèles privée et commerciale ainsi qu'aux grandes entreprises dans le monde entier. La Banque se divise en trois grandes unités d'exploitation, à savoir : Réseau canadien, Scotia Capitaux et Opérations internationales. Les résultats de ces unités d'exploitation sont présentés dans les tableaux des pages 9 à 13 sur le revenu par secteur d'activité.

4. Opérations importantes portant sur les capitaux propres

Au cours du premier trimestre de l'exercice 2005, la Banque a lancé une nouvelle offre publique de rachat en vue de

racheter jusqu'à 50 millions de ses actions ordinaires, ce qui représente environ 5 % des actions ordinaires en circulation de la Banque. L'offre se terminera le 5 janvier 2006 ou à la date à laquelle la Banque aura racheté les actions, selon la première de ces deux dates. Au cours du trimestre, la Banque a racheté 1,1 million d'actions ordinaires au prix moyen de 41,66 \$ l'action. Pour les neuf mois terminés le 31 juillet 2005, la Banque a racheté 19,7 millions d'actions ordinaires au prix moyen de 39,93 \$ l'action.

Le 15 mars 2005, la Banque a émis des actions privilégiées de série 13 à dividende non cumulatif d'une valeur totale de 300 millions de dollars. Le prix a été fixé à 25,00 \$ l'action et leur rendement annuel est de 4,80 %.

5. Acquisitions

Au cours du troisième trimestre, la Banque a réalisé les trois acquisitions suivantes : Banco de Comercio d'El Salvador, Waterous & Co., importante société mondiale de services-conseils en acquisition et en désinvestissement dans le secteur du pétrole et du gaz, ainsi que les activités de Pan American Financial, société de montage de prêts hypothécaires de Puerto Rico.

Ces acquisitions n'ont eu aucune incidence importante sur les résultats financiers consolidés trimestriels de la Banque ni sur sa situation financière consolidée. Un montant estimatif totalisant 250 millions de dollars au titre des écarts d'acquisition et des autres actifs incorporels a été inscrit au bilan consolidé. Ce montant pourrait être révisé au moment où la Banque terminera son évaluation des actifs acquis et des passifs pris en charge.

6. Cession de prêts par titrisation

La Banque titrise des prêts hypothécaires à l'habitation au moyen de la création de titres hypothécaires. Le gain net à la cession de prêts hypothécaires résultant de ces titrisations est constaté au poste «Revenus de titrisation» de l'état consolidé des revenus. Aucune créance irrécouvrable n'est prévue, les prêts hypothécaires étant assurés. Le tableau qui suit présente les cessions réalisées par la Banque :

(en millions de dollars)	Pour les trimestres terminés les			Pour les périodes de neuf mois terminées les	
	31 juillet 2005	30 avril 2005	31 juillet 2004	31 juillet 2005	31 juillet 2004
Produit net en espèces ¹⁾	451 \$	638 \$	859 \$	1 678 \$	2 735 \$
Droits conservés	15	21	23	50	82
Engagement de service retenu	(3)	(4)	(6)	(11)	(18)
	463	655	876	1 717	2 799
Prêts hypothécaires à l'habitation titrisés	450	644	871	1 682	2 754
Gain net sur la cession	13 \$	11 \$	5 \$	35 \$	45 \$

1) Excluant des prêts hypothécaires assurés de 194 \$ titrisés et conservés par la Banque au cours du trimestre terminé le 31 juillet 2005 (179 \$ au trimestre terminé le 30 avril 2005; néant au trimestre terminé le 31 juillet 2004) et de 956 \$ pour les neuf mois terminés le 31 juillet 2005 (néant pour les neuf mois terminés le 31 juillet 2004). Ces actifs sont classés à titre de valeurs détenues aux fins de placement et leur solde s'élevait à 750 \$ au 31 juillet 2005.

7. Provision pour créances irrécouvrables

Le tableau qui suit présente les variations de la provision pour créances irrécouvrables :

(en millions de dollars)	Pour les trimestres terminés les			Pour les périodes de neuf mois terminées les	
	31 juillet 2005	30 avril 2005	31 juillet 2004	31 juillet 2005	31 juillet 2004
Solde au début de la période	2 599 \$	2 650 \$	3 317 \$	2 704 \$	3 580 \$
Présentées avec les valeurs mobilières	–	–	–	–	(363) ¹⁾
Radiations	(188)	(153)	(117)	(490)	(434)
Recouvrements	53	48	46	137	119
Provision pour créances irrécouvrables	85	35	50	194	350
Autres, y compris le redressement de change	23	19	(40)	27	4
Solde à la fin de la période ²⁾	2 572 \$	2 599 \$	3 256 \$	2 572 \$	3 256 \$

1) Depuis le 1^{er} novembre 2003, la provision pour risque-pays liée aux valeurs détenues aux fins de placement n'est plus constatée dans la provision pour créances irrécouvrables, mais elle continue d'être déduite des valeurs détenues aux fins de placement.

2) Au 31 juillet 2005, un montant de 7 \$ (8 \$ au 30 avril 2005; 14 \$ au 31 juillet 2004) a été inscrit au poste «Autres engagements».

3) Au 31 juillet 2005, la provision générale pour créances irrécouvrables était de 1 375 \$ (1 375 \$ au 30 avril 2005; 1 425 \$ au 31 juillet 2004).

8. Passif au titre des débentures subordonnées et des instruments de capitaux propres

Le tableau suivant fournit les détails du passif au titre des débentures subordonnées et des instruments de capitaux propres :

	Au		
	31 juillet 2005	30 avril 2005	31 juillet 2004 ¹⁾
Débentures subordonnées	2 617 \$	2 633 \$	2 666 \$
Actions privilégiées de catégorie A émises par la Société de placement hypothécaire Scotia	250	250	250
Titres fiduciaires de la Banque Scotia – Série 2000-1 émis par Fiducie de Capital Scotia	500	500	500
Titres fiduciaires de la Banque Scotia – Série 2002-1 émis par Fiducie de Capital Banque Scotia ²⁾	–	–	750
Titres fiduciaires de la Banque Scotia – Série 2003-1 émis par Fiducie de Capital Banque Scotia ²⁾	–	–	750
	3 367 \$	3 383 \$	4 916 \$

1) Les montants ont été retraités rétroactivement conformément à la nouvelle prise de position comptable sur le passif et les capitaux propres (se reporter à la note 1 de la page 19). De plus, les caractéristiques de ces instruments de capitaux propres sont décrites à la note 13 afférente aux états financiers consolidés de l'exercice terminé le 31 octobre 2004.

2) Le 1^{er} novembre 2004, ces titres ont été reclasés au poste «Dépôts» sur une base prospective à la suite de l'adoption de la nouvelle prise de position comptable sur les EDDV (se reporter à la note 1 de la page 19). Ces instruments de capitaux propres continuent de faire partie du capital de catégorie 1 admissible aux fins réglementaires.

9. Avantages sociaux futurs

Les avantages sociaux futurs comprennent les prestations de retraite et les avantages complémentaires de retraite, les avantages postérieurs à l'emploi et les absences et congés rémunérés. Le tableau suivant résume les charges liées aux principaux régimes de la Banque¹⁾.

(en millions de dollars)	Pour les trimestres terminés les			Pour les périodes de neuf mois terminées les	
	31 juillet 2005	30 avril 2005	31 juillet 2004	31 juillet 2005	31 juillet 2004
Charges au titre des prestations					
Régimes de retraite	23 \$	24 \$	21 \$	68 \$	65 \$
Autres régimes	30	25	26	82	78
	53 \$	49 \$	47 \$	150 \$	143 \$

1) D'autres régimes administrés par certaines filiales de la Banque ne sont pas considérés suffisamment importants pour qu'il en soit tenu compte dans la présente note.

Service de dépôt direct

Les actionnaires qui le désirent peuvent faire déposer les dividendes qui leur sont distribués directement dans leurs comptes tenus par des institutions financières membres de l'Association canadienne des paiements. Il leur suffit, à cet effet, d'écrire à l'Agent de transfert.

Régime de dividendes et d'achat d'actions

Le régime de réinvestissement de dividendes et d'achat d'actions de la Banque Scotia permet aux porteurs d'actions ordinaires et privilégiées d'acquérir d'autres actions ordinaires en réinvestissant leurs dividendes en espèces sans avoir à acquitter les frais de courtage ou d'administration.

Les actionnaires admissibles ont également la possibilité d'affecter, au cours de chaque exercice, une somme ne dépassant pas 20 000 \$ à l'achat d'actions ordinaires supplémentaires de la Banque. Les actionnaires titulaires de débentures subordonnées entièrement nominatives de la Banque peuvent également affecter aux mêmes fins le montant des intérêts perçus sur ces dernières. Tous les frais liés à la gestion du régime sont à la charge de la Banque.

Pour obtenir plus de renseignements sur le régime, il suffit de communiquer avec l'Agent de transfert.

Dates de paiement des dividendes pour 2005

Dates de clôture des registres et de paiement des dividendes déclarés sur les actions ordinaires et privilégiées, sous réserve de l'approbation du conseil d'administration.

Date de clôture des registres	Date de paiement
4 janvier	27 janvier
5 avril	27 avril
5 juillet	27 juillet
4 octobre	27 octobre

Envoi de documents en plusieurs exemplaires

À titre de porteur d'actions, vous pouvez figurer plusieurs fois sur la liste d'envoi si vous êtes inscrit sous différents noms ou différentes adresses. Pour mettre fin à cette duplication, veuillez communiquer avec l'Agent de transfert afin que soient prises les dispositions nécessaires.

Site Web

Pour toute information concernant la Banque Scotia et ses services, vous pouvez également visiter notre site Web : www.banquescotia.com.

Conférence téléphonique et diffusion sur le Web

La conférence téléphonique portant sur les résultats trimestriels, d'une durée d'environ une heure, aura lieu le 30 août 2005 à compter de 14 h 30 HAE. Les parties intéressées peuvent suivre la conférence téléphonique, à titre d'auditeurs uniquement, en composant le 1 800 814-4859 (numéro sans frais), 5 à 15 minutes avant le début. La conférence téléphonique, accompagnée d'une présentation sur diapositives, sera également diffusée en direct sur le Web. Pour y accéder, cliquez sur la page «Relations avec les investisseurs» du site www.banquescotia.com. La présentation des résultats par les dirigeants de la Banque Scotia sera suivie d'une période de questions. Les auditeurs sont invités à envoyer leurs questions par courriel, à l'adresse investor.relations@scotiabank.com.

Un enregistrement de la conférence téléphonique sera disponible du 30 août au 13 septembre 2005, au numéro de téléphone 416 640-1917, code 21132692, suivi du carré. Un enregistrement de la conférence diffusée sur le Web sera disponible pendant trois mois sur le site Web de la Banque Scotia.

Renseignements

Investisseurs :

Les analystes financiers, les gestionnaires de portefeuilles et les autres investisseurs qui souhaitent obtenir de l'information financière concernant la Banque sont priés de communiquer avec le service Relations avec les investisseurs, Affaires financières :

Banque Scotia
Scotia Plaza
44, rue King Ouest
Toronto (Ontario) Canada M5H 1H1
Téléphone : 416 866-5982
Télécopieur : 416 866-7867
Courriel : investor.relations@scotiabank.com

Médias :

Les demandes d'information des médias et les autres demandes de renseignements doivent être adressées au service Relations publiques, Affaires de la société et Affaires gouvernementales à l'adresse ci-dessus.

Téléphone : 416 866-3925
Télécopieur : 416 866-4988
Courriel : corpaff@scotiabank.com

Actionnaires :

Pour obtenir des renseignements sur une nouvelle participation, un changement d'adresse, des dividendes, des transferts successoraux ou la perte de certificats d'actions, ou pour demander que cessent des envois multiples, veuillez vous adresser à l'Agent de transfert de la Banque :

Société de fiducie Computershare du Canada
100, avenue University, 9^e étage
Toronto (Ontario) Canada M5J 2Y1
Téléphone : 1 877 982-8767
Télécopieur : 1 888 453-0330
Courriel : service@computershare.com

Coagent de transfert (États-Unis)
Computershare Trust Company Inc.
350 Indiana Street
Golden, Colorado 80401
U.S.A.
Téléphone : 1 800 962-4284

Pour toute autre demande de renseignements, les actionnaires sont priés de contacter les Affaires financières :

Banque Scotia
Scotia Plaza, 44, rue King Ouest
Toronto (Ontario) Canada M5H 1H1
Téléphone : 416 866-4790
Télécopieur : 416 866-4048
Courriel : corporate.secretary@scotiabank.com

Quarterly Reports available in English

The Bank publishes its statements and Annual Report in both English and French, and makes every effort to provide them to Shareholders in the language of their choice. If you would prefer to receive shareholder communications in English, please contact Public, Corporate and Government Affairs, The Bank of Nova Scotia, Scotia Plaza, 44 King Street West, Toronto, Ontario, Canada, M5H 1H1. Please supply the mailing label you received, if possible, so we may adjust our records.

La Banque de Nouvelle-Écosse est une entreprise canadienne constituée avec responsabilité limitée.



MC Marque de commerce de La Banque de Nouvelle-Écosse.



Le manufacturier de papier adopte le programme Sustainable Forestry Initiative® (SFI®) pour son exploitation forestière. SFI® est une norme rigoureuse de principes environnementaux, d'objectifs et de mesures de performances qui comprend l'exploitation et le développement forestier conjointement avec la protection de la faune, des plantes, du sol et de la qualité de l'eau en plus de plusieurs autres objectifs de conservation. www.aboutsfi.org

Le logo SFI est une marque de commerce de l'American Forest & Paper Association. Sustainable Forestry Initiative® et SFI® sont des marques déposées de l'American Forest & Paper Association.

